OCDE

ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

TURQUIE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

AVRIL 1980

STATISTIQUES DE BASE DE LA TURQUIE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km²)	781
Superficie agricole (milliers de km²)	544
Forêts (milliers de km²)	106

Villes principales, 1979 (1 000 habitants) :	
Istanbul	4 718
Ankara	3 095
Izmir	1 882

POPULATION

Population, 1979 (1 000)	44 000
Densité au km², 1979	56
Accroissement naturel net (moyenne 1970-1975) par 1 000 habitants	24.2

Population active, 1979 (1 000)	16 649
Emploi	14 306
Agriculture, sylviculture, pêche	8 370
Industrie	1 925
Construction	566
Services	3 445

PRODUCTION

PNB, 1979 (milliards de livres turques)	2 103
PNB par habitant ($ US)	1 195
Investissements bruts, 1979 (milliards de livres turques)	380
En pourcentage du PNB	18
Par habitant ($ US), 1979	216

Origine du PIN au coût des facteurs, 1979 (pourcentage) :	
Agriculture, sylviculture, pêche	23.0
Industrie	23.2
Construction	6.5
Services	47.3

L'ÉTAT

Consommation publique, 1979 (en pourcentage du PNB)	12.3
Recettes courantes de l'administration centrale en 1979 (en pourcentage du PNB)	22.4

Dette publique, 1979 (en pourcentage des recettes de l'administration centrale)	17.5
Intérieure	14.8
Extérieure	2.7

NIVEAU DE VIE

Production d'électricité (kWh par habitant en 1979)	495
Nombre de voitures particulières (par 1 000 habitants en 1979)	20
Nombre de récepteurs de radio (par 1 000 habitants en 1979)	120
Nombre de téléphones (par 1 000 habitants en 1979)	20

Pourcentage d'analphabètes en 1979 (personnes au-dessus de 6 ans)	52
Pourcentage de fréquentation scolaire, en 1979 (de 7 à 18 ans)	41
Dépenses de l'administration centrale au titre de l'éducation, par habitant, en 1979 ($ US)	4

COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens (en % du PNB), 1979	4.7
Principaux produits exportés (en % des exportations totales) :	
Coton	10.1
Tabac	7.8
Fruits et légumes	28.7
Bétail sur pied, poisson, laine	3.7

Importations de biens (en % du PNB), 1979	9.9
Principaux produits importés (en % des importations totales) :	
Biens d'équipement et machines	22.7
Moyens de transport	4.3
Métaux de base	8.2
Pétrole	33.8

ENVOI DE FONDS DES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS

(en millions de dollars des États-Unis)

1978	983	1979	1 694

LA MONNAIE

Unité monétaire : livre turque	
Unités monétaires par dollar des Etats-Unis (avril 1980)	73.70

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES
RÉFÉRENCES
DOCUMENT PRÊTÉ
RETOUR BUREAU 610

TURQUIE

AVRIL 1980

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960. à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

— à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
— à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
— à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

∴

L'examen annuel de la situation de la Turquie par le Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE a eu lieu le 24 mars 1980.

© OCDE 1980
Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5

I Tendances économiques actuelles 6

a) Données des comptes nationaux 6
b) Agriculture 7
c) Industrie 8
d) Prix et revenus 9
e) Echanges et paiements extérieurs 13
Importations 13
Exportations 14
Transactions invisibles 15
Financement du déficit extérieur courant 16

II Politique économique 17

a) Politique budgétaire et fiscale 17
b) Entreprises économiques d'Etat 20
c) Monnaie et crédit 22
d) Les orientations de la politique économique pour 1980 27
Introduction 27
Perspectives à court terme 28
Balance des paiements 29

III Principales conclusions 32

Annexes

I Programme de stabilisation économique : Janvier 1980 35
II Chronologie économique 39

Annexe statistique 44

TABLEAUX

Texte

1 Production et dépense 7
2 Formation de capital fixe 7
3 Production agricole 8
4 Principales productions industrielles 9
5 Evolution des prix 9
6 Indicateurs de salaire 12
7 Prix de soutien agricoles 12
8 Importations par produits 13

9	Exportations par produits	14
10	Balance des paiements	16
11	Budget consolidé	18
12	Recettes du budget consolidé	19
13	Entreprises économiques d'Etat : Compte de profits et pertes	21
14	Entreprises économiques d'Etat : Financement des investissements	21
15	Monnaie et crédit	22
16	Crédits de la Banque Centrale	24
17	Taux d'intérêt	26
18	Projections relatives à la balance des paiements	31

Annexe statistique

A	Produit national	44
B	Utilisation du produit national	45
C	Origine et utilisation des ressources	46
D	Production agricole	47
E	Production industrielle	48
F	Prix	49
G	Importations par catégorie de produits	50
H	Exportations par catégorie de produits	51
I	Balance des paiements	52
J	Secteur monétaire et bancaire	53
K	Entreprises économiques d'Etat	54
L	Financement des Entreprises économiques d'Etat	55
M	Evolution mensuelle des envois de fonds des travailleurs émigrés	56

GRAPHIQUES

1	Prix de gros	10
2	Coût de la vie à Ankara et Istanbul	11
3	Crédits de la Banque Centrale par secteur	25

INTRODUCTION

Les deux dernières années ont été très difficiles pour l'économie turque. Le taux d'inflation a été le plus élevé de la zone de l'OCDE, atteignant 80 % d'une année sur l'autre à la fin de 1979, cependant que la croissance du PNB restait pratiquement stationnaire ; et, bien que le chômage structurel ne se soit pas aggravé autant qu'on aurait pu le craindre dans ces conditions, le taux d'utilisation des capacités industrielles a marqué un net fléchissement, la Turquie ayant de plus en plus de difficultés à se procurer, soit par son secteur extérieur, soit par des emprunts, les devises nécessaires pour financer les importations indispensables de pétrole, de matières premières et de pièces détachées.

La situation critique dans laquelle l'économie turque se trouve actuellement a pour origines profondes non seulement la crise pétrolière de 1973-1974 et le ralentissement de l'activité économique mondiale, mais aussi les orientations données dans le passé à la politique économique intérieure, qui ont rendu difficile l'indispensable ajustement aux changements de l'environnement économique extérieur. En 1973, par exemple, le montant global de la facture pétrolière de la Turquie avait été d'environ 200 millions de dollars (17 % des recettes d'exportation) ; en 1977, il a atteint 1.4 milliard de dollars, c'est-à-dire l'équivalent des quatre cinquièmes du montant des exportations. La balance extérieure courante, qui avait dégagé un excédent de près de 500 millions de dollars en 1973, s'est soldée en 1977 par un déficit de 3.4 milliards de dollars. Les déficits extérieurs en augmentation rapide enregistrés depuis 1974 ont été en grande partie financés par des crédits commerciaux à court terme, dont la Turquie a éprouvé de plus en plus de difficultés à financer le service.

La hausse des prix du pétrole a, certes, alourdi le déficit de la balance des paiements et accéléré l'inflation intérieure, mais la situation ne serait pas devenue aussi grave si la politique économique intérieure avait été ajustée à temps de façon à régler le problème de la balance des paiements. Elle a certes permis à la demande d'investissement de demeurer vigoureux afin de réaliser les objectifs de développement économique, mais elle n'a ni freiné la consommation ni stimulé l'épargne intérieure. En outre, du fait que la politique de la balance des paiements a gardé son orientation traditionnelle, axée sur l'économie intérieure, en favorisant le remplacement des importations par des productions intérieures plutôt que la croissance des exportations, les recettes d'exportation sont plus ou moins restées stationnaires tandis que les importations continuaient d'augmenter rapidement car les pressions de la demande intérieure étaient fortes, de sorte que la dégradation des termes de l'échange s'est accentuée.

Les deux programmes de stabilisation économique lancés en 1978 et 1979 n'ont pas réussi à améliorer la situation sur le front des prix ni dans le domaine de la balance des paiements, bien que le déficit extérieur courant ait été réduit à 1.3 milliard de dollars en 1979 par la pénurie aiguë de devises. En janvier 1980, les autorités turques ont annoncé un nouveau programme économique fondé sur des principes différents de ceux qui avaient inspiré jusque-là leurs actions. Ce programme met notamment l'accent sur la nécessité de laisser plus librement jouer les forces du marché et de réduire les interventions directes de l'Etat dans

le fonctionnement de l'économie. La croissance des exportations de biens et de services doit être facilitée par une dévaluation de la livre turque de 33 % ainsi que par une série d'autres mesures d'encouragement. Une autre caractéristique originale du programme est la décision d'exposer plus largement à la concurrence les entreprises turques, y compris la plupart des entreprises d'Etat. Les mesures de restriction budgétaires et monétaires ont été encore renforcées.

La première partie de l'étude passe en revue les principaux traits de l'évolution économique au cours des deux dernières années, sous l'angle du PNB, des prix et des salaires et de la balance des paiements. La politique économique mise en œuvre et les perspectives pour l'avenir sont analysées dans la deuxième partie. La troisième partie récapitule les principales conclusions qui se dégagent de l'étude.

I TENDANCES ÉCONOMIQUES ACTUELLES

a) *Données des comptes nationaux*

Selon les estimations officielles, le taux de croissance du PIB aurait été de 1 % en 1979, contre 4 % en 1978[1]. Etant donné la rapidité de l'expansion démographique en Turquie (2.5 % par an), on a observé un léger recul du PIB par habitant qui est désormais à peine supérieur à 1 000 dollars des Etats-Unis, soit le niveau de loin le plus faible de la zone de l'OCDE. Le ralentissement de la croissance économique est lié aux difficultés de balance des paiements qui ont débuté en 1977 et qui ont rendu nécessaire une forte compression des importations (dont le volume a été réduit d'environ 50 % sur deux ans). L'industrie turque devant importer une très large fraction des facteurs de production et du pétrole qui lui sont nécessaires, il en est résulté un net fléchissement des taux d'utilisation des capacités existantes et une aggravation du chômage. L'inflation a par ailleurs été encore accélérée par des pénuries généralisées de certains biens de consommation et par l'insuffisance des approvisionnements industriels. L'indice implicite des prix du PIB est de ce fait passé de 45 % en 1978 à 61 % en 1979.

Le volume total des ressources disponibles s'est accru de 1 % en 1979. La formation de capital fixe, qui avait déjà diminué d'environ 11 % en 1978, a encore fléchi de quelque 9 % en termes réels. Les investissements du secteur public ont été réduits de 5 % en raison de difficultés budgétaires et des limites imposées à l'expansion du crédit. Le recul de 13 % des investissements privés a tenu à l'effet conjugué d'une chute plus prononcée des investissements industriels et commerciaux liée à l'atonie générale des conditions économiques et d'une augmentation de la construction résidentielle, en raison d'une forte expansion de la demande de logements dans les villes surpeuplées et du désir des investisseurs d'effectuer des placements que l'inflation ne risque pas d'éroder. Etant donné les tensions existant au niveau de l'offre, les stocks ont sans doute continué à baisser, même si les estimations officielles du PNB font apparaître une hausse.

La consommation totale s'est accrue de 3 % en raison d'un nouveau fléchissement de l'épargne intérieure. La consommation publique a diminué de 1.7 % et la consommation privée aurait augmenté d'environ 4 % ; ce taux, nettement excessif compte tenu des pénuries critiques existant au niveau de l'offre, a certainement contribué à l'accélération de l'inflation.

1 Les problèmes inhérents à l'établissement des comptes nationaux, qui ont toujours été plus importants en Turquie que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, ont certainement été encore aggravés par le taux élevé de l'inflation et le développement d'un marché « parallèle » où s'échangent des produits et des devises rares sans que ces transactions apparaissent généralement dans les statistiques.

Tableau 1 **Production et dépense**

	1979[1] Prix courants		Pourcentage de variation en volume par rapport à l'année précédente		
	Milliards de livres turques	en % du PNB	1977	1978	1979[1]
PNB aux prix du marché	2 103.5	100.0	4.0	3.1	1.7
Solde extérieur	42.1	2.0	4.7[2]	0.5[2]	−0.2[2]
Ressources totales	2 145.6	102.0	6.1	−1.1	1.0
Formation de capital fixe	380.3	18.1	7.4	−10.9	−8.8
Secteur public	203.8	9.7	13.4	−13.8	−5.2
Secteur privé	176.5	8.4	0.0	−6.8	−13.4
Variation des stocks	50.1	2.4	2.8[2]	2.8[2]	3.0[2]
Consommation	1 715.2	81.5	4.7	1.2	3.0
Secteur public	258.0	12.3	15.8	−3.3	−1.7
Secteur privé	1 457.2	69.2	2.5	2.2	4.0
PIB au coût des facteurs			5.7	3.8	0.9
dont :					
Agriculture			−1.2	2.8	1.8
Industrie			12.7	3.8	−2.8
Industrie extractive			53.3	10.3	−3.5
Industries manufacturières			8.1	2.6	−3.6
Secteur énergétique			22.6	5.6	4.6

1 Provisoire.
2 En pourcentage du PNB.
Sources : Institut national de statistiques, Office national de planification.

Tableau 2 **Formation de capital fixe**
Pourcentage de variation en termes réels

	1978			1979		
	Secteur public	Secteur privé	Total	Secteur public	Secteur privé	Total
Agriculture	−23.2	−21.4	−22.2	−27.4	−32.1	−30.0
Industries minières et extractives	3.4	+	3.2	11.5	66.7	14.1
Industries manufacturières	−19.9	−8.6	−14.1	5.1	−29.0	−13.5
Electricité, gaz, eau	1.6	−50.0	9.3	7.1	50.0	7.8
Transports, communications	−11.4	−0.7	−10.6	−15.9	−33.6	−23.8
Tourisme	—	20.0	9.1	−16.7	−33.0	−25.0
Logement	5.2	−3.2	−2.5	−30.0	11.6	8.1
Education	−15.0	−50.0	−16.7	−35.3	50.0	−31.3
Santé	—	—	—	−15.4	50.0	−6.2
Autres	−35.8	−5.3	−30.0	17.3	66.0	30.0
Total	−13.9	−6.8	−10.7	−4.9	−13.4	−8.9

Source : Office national de planification.

b) *Agriculture*

Bien que les calculs provisoires du PNB soient fondés sur l'hypothèse d'une légère augmentation de la production agricole (de l'ordre de 2 %), les estimations disponibles concernant la production indiquent plutôt un fléchissement modéré. C'est ainsi que la récolte de blé s'est établie à un peu plus de 16 millions de tonnes, soit environ 3 % de moins qu'en 1978. On a également observé une

légère diminution de la production des autres céréales, ainsi que de celle de raisins et de noisettes. La récolte d'olives a fléchi d'environ 40 % en raison du cycle biennal de cette production ; les récoltes industrielles (coton, tabac) ont, elles aussi, été un peu moins bonnes qu'en 1978, tandis que la production de betteraves augmentait d'environ 8 %.

Tableau 3 **Production agricole**
Milliers de tonnes

	1977	1978	1979 provisoire
Blé	16 483	16 700	16 150
Orge	4 750	4 750	4 500
Seigle	690	680	600
Maïs	1 265	1 328	1 310
Riz	277	305	320
Betterave sucrière	9 000	8 837	9 500
Soja	5	3	2
Figues	175	185	185
Raisin	3 180	3 496	3 100
Mandarines	135	150	150
Oranges	650	656	660
Thé	395	450	485
Olives	404	1 000	600
Noisettes	290	310	300
Tabac	247	297	285
Coton	575	475	470

Source : Office national de planification.

La Turquie suffit plus ou moins à ses besoins alimentaires bien que la consommation de protéines soit encore relativement faible comme dans tous les pays en développement. Des excédents de coton, de tabac, de fruits et légumes, et plus récemment de céréales, sont régulièrement exportés et assurent environ les deux tiers des recettes totales d'exportation. La production agricole de la Turquie dépend moins que dans le passé des conditions météorologiques grâce à la modernisation des méthodes culturales, mais les agriculteurs sont en contrepartie devenus plus tributaires de la fourniture d'un volume adéquat d'engrais, de produits chimiques, de pièces détachées pour le matériel mécanique, et de combustibles pour les tracteurs et autres machines agricoles. L'actuelle pénurie de devises ne semble pas jusqu'à présent avoir grandement réduit les approvisionnements de ce type, le gouvernement ayant donné la priorité à cette catégorie d'importations, mais le problème pourrait devenir critique étant donné que les stocks tombent au strict minimum en période de forte demande saisonnière.

c) *Industrie*

La production industrielle qui avait légèrement augmenté en 1978 (3.8 %) aurait, selon les estimations, fléchi de 2.8 % en 1979. La production des industries manufacturières et extractives a baissé de 3½ %, tandis que celle du secteur énergétique se serait accrue d'environ 5 %. Comme on l'a déjà vu, l'industrie a été très gravement affectée par la faiblesse des approvisionnements et par le rationnement de l'énergie résultant de la pénurie de devises. Les restrictions imposées au crédit, qui seront analysées dans la section consacrée à la politique économique, ont également contribué à ralentir l'activité, en particulier dans le secteur privé qui représente environ 60 % de la valeur ajoutée dans l'industrie.

Bien qu'étant incomplets et peu représentatifs, les indicateurs de la production industrielle confirment cette première conclusion fondée sur les chiffres du PNB. A l'exception de certains secteurs (tissus de laine, coke, minerai de fer, lignite et électricité), la plupart des industries ont enregistré un fléchissement de la production, certaines d'entre elles pour la deuxième année consécutive.

Tableau 4 **Principales productions industrielles**
Pourcentage de variation

	1977/76	1978/77	Jan.-Sept. 1979/78
Sucre	+9.9	+4.3	+4.5
Cigarettes	+10.8	−4.2	+10.6
Alcool	+45.8	−32.4	+37.8
Bière	−7.7	−32.4	−13.2
Tissus de coton	−12.6	+9.8	−1.6[P]
Tissus de laine	+3.4	+6.2	+16.1[P]
Verre	+14.3	+7.4	−24.7
Papier et carton	+16.4	−10.0	−4.6
Papier journal	+10.1	−12.3	+2.4
Ciment	+12.8	+8.3	−6.8
Fer	−14.9	+17.5	+50.8
Acier (lingots)	−16.0	+1.0	+20.6
Acier (produits laminés)	+1.7	+2.9	−3.0
Coke	−40.6	+8.3	+28.5
Minerai de fer	−29.1	+21.0	+24.3
Chrome	−3.7	−9.6	−15.4
Cuivre	+9.0	−12.1	−20.5
Bore	+1.8	+31.3	..
Charbon	−3.0	−3.6	−5.7
Lignite	−5.2	+22.0	+16.6
Pétrole brut	+1.6	+4.8	+12.5
Essence	+20.8	−27.1	−20.1
Fuel-oil	+10.2	−6.2	−19.8
Electricité	+12.4	+5.3	+4.9

[P] Secteur public uniquement.
Source : Office national de planification.

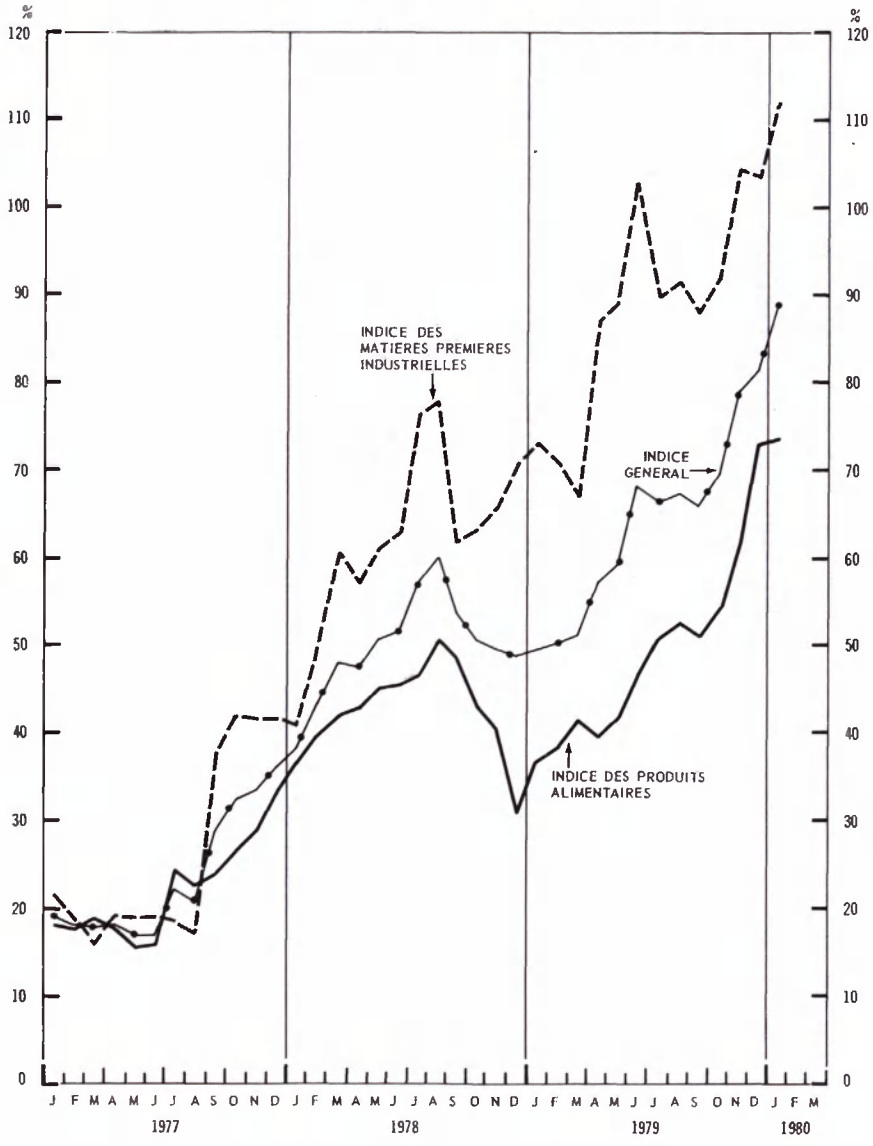
d) *Prix et revenus*

L'inflation, mesurée par l'indice officiel des prix de gros, s'est accélérée en 1979 et atteignait 81 % en taux annuel à la fin de l'année. Ce sont les prix des matières premières et des demi-produits industriels qui ont le plus fortement

Tableau 5 **Evolution des prix**
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1978				1979				1980
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Jan.
Prix de gros	48.0	51.5	53.5	48.8	51.0	68.0	65.9	81.4	89.1
Produits alimentaires	41.5	45.3	48.7	30.7	41.3	46.9	50.9	72.9	73.4
Matières premières et demi-produits industriels	60.3	63.1	61.4	70.5	67.0	102.8	88.1	103.4	111.9
Coût de la vie									
Ankara	38.6	58.5	65.6	52.0	61.4	56.6	60.8	71.7	82.4
Istanbul	56.2	70.6	67.2	53.9	48.0	59.6	69.8	81.8	96.2

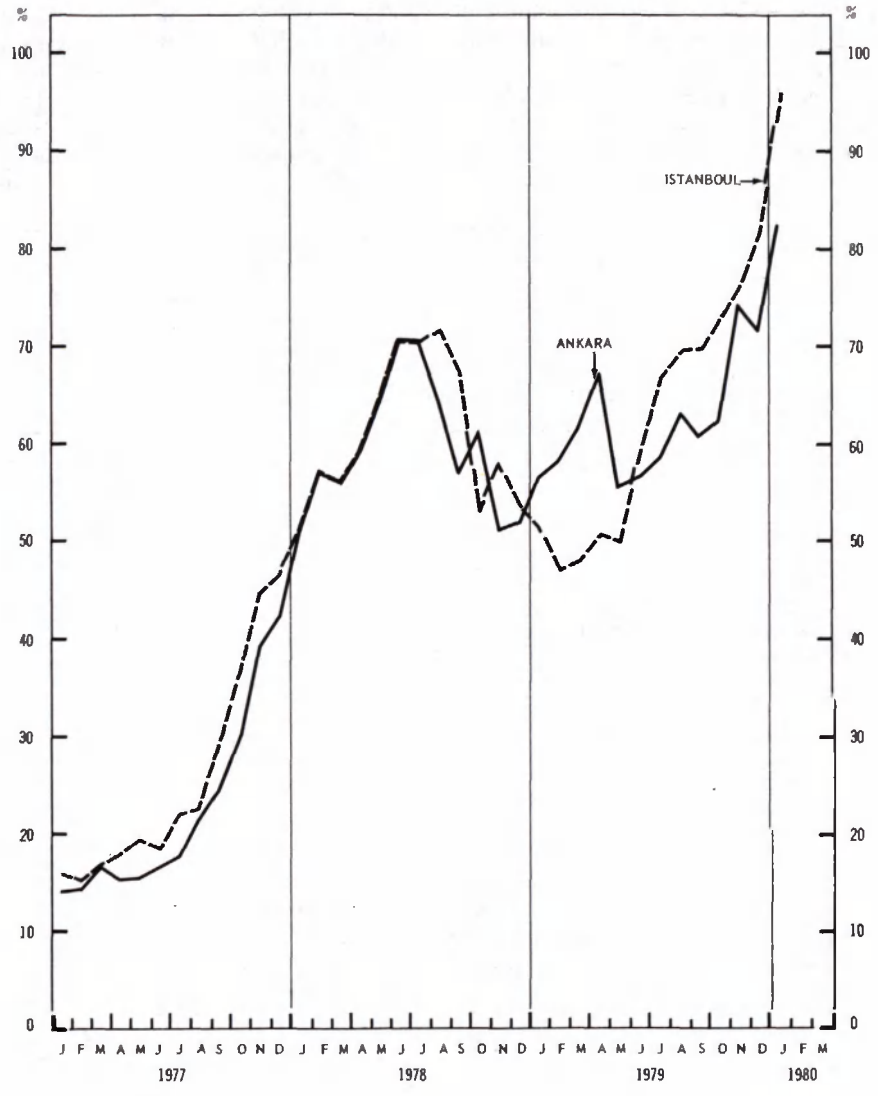
Graphique 1 **Prix de gros**
(Augmentation par rapport à l'année précédente)
Indice 1963 = 100



augmenté (d'environ 100 % par rapport à leur niveau douze mois plus tôt). Les prix alimentaires ont eux aussi rapidement monté, d'environ 73 % par rapport à la fin de 1978. Comme on pouvait s'y attendre, les indices du coût de la vie calculés dans les grandes villes ont marqué des accélérations analogues ; c'est ainsi que le taux d'augmentation de l'indice du coût de la vie à Istanbul est passé de 54 % en 1978 à 82 % en 1979.

Les fortes hausses de prix observées en 1978 et 1979 ont résulté dans une certaine mesure de l'ajustement de certains prix administrés par les pouvoirs

Graphique 2 **Coût de la vie à Ankara et Istanbul**
(Augmentation par rapport à l'année précédente)
Indice 1963 = 100



publics concernant un large éventail de services, de matières premières essentielles à l'industrie et de biens de consommation. Elles ont également reflété les dévaluations successives de la livre turque, opérées en mars 1978 et en avril-juillet 1979.

Ces chocs intervenus sur le front des prix, qui résultaient en fait de la libération d'une inflation jusque-là « contenue », ont été assez rapidement suivis par des ajustements correspondants des revenus, opérés par le biais des négociations collectives et par des relèvements des prix agricoles, des traitements des fonctionnaires et du salaire minimum fixé par la loi. Les règlements de salaires négociés en 1979 (souvent sous la menace de grèves) auraient abouti à des augmentations

des salaires horaires de 100 % et plus pour la première des deux années couvertes par le nouvel accord, ainsi qu'à une amélioration de divers avantages accessoires. Il est, semble-t-il, assez fréquent que les accords de salaires conclus dans l'industrie prévoient des primes importantes et d'autres avantages, mais les statistiques publiées ne reflètent qu'imparfaitement cet état de choses dans la mesure où elles sont établies sur la base d'un échantillon relativement restreint de salariés et où elles ne tiennent pas compte de l'incidence des avantages accessoires.

Bien que la forte augmentation des prix agricoles en 1979 par rapport aux deux années précédentes se soit justifiée dans une certaine mesure par la hausse des prix des facteurs de production agricole, elle n'en complique pas moins clairement la conduite de la politique de stabilisation. Il faut également tenir compte du fait que rares sont les agriculteurs (notamment ceux dont le niveau de vie est supérieur au seuil de subsistance) qui paient des impôts directs et que nombreux sont en revanche ceux qui bénéficient de subventions sous différentes formes.

Tableau 6 **Indicateurs de salaire**

	1976		1977		1978		1979	
	Livres turques	% de variation	Livres turques	% de variation	Livres turques	% de variation	Livres turques	% de variation
Salaires nominaux[1]	115.3	34.7	146.5	27.1	207.9	41.9	254.5[3]	22.4
Secteur public	132.2	34.5	178.2	34.8	244.5	37.2		
Secteur privé	105.9	34.6	128.7	21.5	185.6	44.2		
Salaires réels[1 2]	60.2	16.9	59.5	−1.2	52.2	−12.3	48.8[3]	−6.5
Secteur public	69.0	16.8	72.4	4.9	61.4	−15.2		
Secteur privé	55.3	16.7	52.3	−5.4	46.5	−11.1		
Salaire journalier minimum								
Secteur non agricole	60.0	50.0	60.0	—	110.0	83.3	180.0	63.6
Secteur agricole	50.0	51.1	50.0	—	90.0	80.0	160.0	77.7

1 Travailleurs assurés.
2 Ajustés en fonction de l'indice du coût de la vie à Istanbul.
3 Provisoire.

Tableau 7 **Prix de soutien agricoles**
Livres turques par kilogramme

	1977	% de variation	1978	% de variation	1979	% de variation
Noisettes	16.50	13.8	23.50	30.3	37.50	59.6
Raisins secs	12.00	4.3	17.50	45.8	45.00	157.1
Figues sèches	8.00	14.3	10.50	31.2	22.00	109.5
Pistaches	27.00	—	55.00	103.7	150.00	172.7
Blé (moyenne)	2.90	11.5	3.25	12.1	5.30	63.0
Coton (moyenne)	10.50	5.0	12.50	19.0	25.00	100.0
Tabac (moyenne)	50.00	11.1	57.00	14.0	75.00	31.6
Huile d'olive (litre)	23.00	27.8	30.00	30.4	(no floor)	
Betterave sucrière	0.63	8.6	0.80	27.0	1.30	62.5
Graines de tournesol	6.50	13.0	8.50	30.8	16.00	88.2
Thé	10.00	17.6	12.00	20.0	14.50	20.8
Montant total versé aux producteurs (milliards de livres turques)	47.6		52.8		103.4[1]	

1 Estimation.
Source : Programmes annuels, Office national de planification.

e) *Echanges et paiements extérieurs*

Le déficit extérieur courant — 3.4 milliards de dollars en 1977 — a été ramené aux alentours de 1.5 milliard de dollars en 1978 et 1979. Les dévaluations successives de la livre turque en mars 1978 et en avril 1979[2] ont certainement contribué à l'expansion des exportations et, surtout en 1979, au gonflement des recettes invisibles au titre du tourisme et des envois de fonds des travailleurs émigrés. Le poids de l'ajustement a cependant été supporté pour l'essentiel par les importations qui ont été fortement réduites en 1978 et n'ont que modérément augmenté (en dollars courants) en 1979. Le déficit extérieur courant a été principalement financé par des contributions d'aide extérieure et des prêts à moyen terme en euro-devises.

Importations

Afin de réduire l'ampleur excessive du déficit commercial, les importations turques ont été amputées d'environ 20 % en 1978 (soit de plus d'un tiers en volume). Les compressions les plus importantes ont concerné les importations de fer et d'acier, de machines et de véhicules à moteur, tandis que les achats de biens jugés essentiels, tels que le pétrole, les produits chimiques et les engrais,

Tableau 8 **Importations par produits**
Millions de dollars des Etats-Unis

		1977	1978	1979
I	*Produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche*	*112*	*50*	*36*
II	*Produits des industries extractives*	*1 263*	*1 134*	*1 068*
	Pétrole brut	1 152	1 044	962
	Autres	110	90	106
III	*Produits transformés et manufacturés*	*4 320*	*3 295*	*3 842*
	Produits agricoles transformés	58	50	115
	Produits pétroliers	284	352	750
	Produits manufacturés	3 978	2 893	2 977
	Produits chimiques	555	476	524
	Engrais	214	283	356
	Caoutchouc et plastiques	266	154	145
	Cuirs et peaux	+	+	+
	Produits forestiers	2	2	1
	Textiles	51	50	46
	Verre et céramique	25	18	28
	Fer et acier	690	408	345
	Métaux non ferreux	97	42	55
	Produits métalliques	15	20	14
	Machines	1 060	761	903
	Appareils électriques	291	218	251
	Véhicules à moteur	572	378	221
	Autres	140	83	88
IV	*Importations bénéficiant de dérogations*	*102*	*120*	*123*
	Total	*5 796*	*4 599*	*5 069*

Source : Office national de planification.

2 Le 1er mars 1978, la livre turque a été dévaluée et sa parité portée de 19 livres turques à 25 livres turques pour 1 dollar des Etats-Unis, le 10 avril 1979, une nouvelle parité a été fixée pour les envois de fonds des travailleurs émigrés et les recettes touristiques (47 livres turques pour 1 dollar des Etats-Unis), et ce nouveau cours a été généralisé le 10 juin 1979, le taux retenu pour les exportations agricoles et les importations de pétrole, de produits chimiques, etc., était de 35 livres turques pour 1 dollar des Etats-Unis.

étaient plus ou moins maintenus à leur niveau antérieur. En 1979, ces mêmes produits ont bénéficié d'une priorité dans l'attribution des devises, tandis que les importations de véhicules à moteur (autobus, tracteurs et pièces détachées principalement) étaient à nouveau amputées. On estime que le volume recensé des importations totales a encore fléchi de 20 % en 1979, mais la forte hausse des prix du pétrole et des produits à base de pétrole a porté la facture totale des importations à 5.1 milliards de dollars.

La réduction massive des fournitures importées s'est traduite par des ruptures dans la production intérieure en raison des pénuries de pièces détachées, de matières premières, de matériaux d'emballage, etc., et l'insuffisance des approvisionnements énergétiques a entraîné de fréquentes coupures d'électricité. La situation aurait pu être encore pire s'il n'avait existé un important marché parallèle alimenté par des stocks spéculatifs et des importations non recensées, dont il est difficile d'estimer l'ampleur mais qui semblent avoir été très importants.

Exportations

Au moment de l'établissement des programmes économiques pour 1978 et 1979, les autorités avaient déclaré que des efforts redoublés seraient faits pour

Tableau 9 **Exportations par produits**
Millions de dollars des Etats-Unis

		1976	1977	1978	1979
I	*Produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche*	*1 254*	*1 041*	*1 542*	*1 344*
	Céréales et légumineuses	70	120	262	164
	Fruits et légumes	375	440	561	648
	Noisettes	203	251	331	353
	Fruits secs	68	77	145	166
	Fruits et légumes frais	119	114	85	129
	Produits végétaux industriels	734	432	617	448
	Coton	434	210	348	228
	Tabac	251	176	225	177
	Autres	49	46	44	43
	Produits de l'élevage et de la pêche	75	49	102	84
II	*Produits des industries extractives*	*110*	*126*	*124*	*132*
III	*Produits transformés et manufacturés*	*596*	*586*	*622*	*785*
	Produits agricoles transformés	98	136	110	151
	Produits pétroliers	16	—	—	—
	Produits manufacturés	482	450	511	634
	Ciment	16	9	40	45
	Produits chimiques	47	34	24	24
	Caoutchouc et plastiques	3	3	2	3
	Cuirs et peaux	50	52	40	44
	Produits forestiers	7	1	1	2
	Textiles	263	260	309	378
	Verre et céramique	20	27	30	37
	Fer et acier	22	14	21	31
	Métaux non ferreux	17	20	12	15
	Produits métalliques	8	5	6	6
	Machines	8	9	12	12
	Appareils électriques	2	3	4	4
	Véhicules à moteur	9	9	6	27
	Autres	10	4	4	8
	Total	*1 960*	*1 753*	*2 288*	*2 261*

Source : Office national de planification.

stimuler les exportations qui, dans le passé, avaient tendu à se maintenir à un niveau relativement bas par rapport au PIB (de l'ordre de 4 %). Cet objectif a été partiellement atteint grâce au réalignement du taux de change et à diverses mesures d'encouragement à l'intention des exportateurs, et grâce aux efforts directement menés pour développer les échanges avec les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient et les pays du bloc communiste. L'accroissement des exportations a concerné les produits agricoles (céréales, fruits et légumes, tabac et viande), les produits agricoles transformés et les textiles. On a également observé une légère progression des exportations de matériaux de construction (ciment, verre et céramique et aciers utilisés dans le bâtiment) en liaison avec les contrats d'ingénierie obtenus par des entreprises turques dans des pays du Moyen-Orient, en Libye notamment. Les industriels turcs ont par ailleurs développé leurs exportations de machines et de véhicules à moteur, encore que les quantités en cause ne soient guère importantes du fait de la capacité limitée de ces industries et de leur manque de compétitivité internationale. Au total, en 1978, les exportations représentaient 2.3 milliards de dollars, contre 1.8 milliard de dollars en 1977. Elles ont cependant accusé un léger fléchissement en 1979, à la fois pour des raisons spéculatives liées à l'éventualité d'une nouvelle dévaluation de la livre turque, et du fait de la faiblesse irréaliste du taux de change pour les exportations agricoles ; les pénuries de pétrole et de matières premières pourraient également avoir eu un effet négatif sur les exportations.

Transactions invisibles

En 1978, la balance des opérations invisibles s'est soldée par des recettes nettes de 792 millions de dollars, soit une progression de 28 % par rapport à l'année précédente. Cette amélioration a principalement tenu à l'interdiction faite aux touristes turcs de se rendre à l'étranger et à la diminution des transferts de bénéfices. Les envois de fonds des travailleurs émigrés sont demeurés à leur niveau de 1977 malgré la dévaluation de la livre turque opérée en mars. La lenteur décevante de l'expansion des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs émigrés officiellement recensés peut vraisemblablement s'expliquer par l'existence sur le marché noir d'une forte prime de change par rapport au taux officiel, prime que la dévaluation a atténué sans toutefois l'éliminer totalement.

En 1979, la balance de transactions invisibles de la Turquie s'est sensiblement améliorée, se soldant par un excédent record de 1.5 milliard de dollars, soit un chiffre près de deux fois supérieur aux résultats de 1978. Ce redressement a principalement tenu au gonflement exceptionnel des envois de fonds des travailleurs émigrés en avril-mai, à la suite de l'annonce d'une prime spéciale de change limitée à une période de deux mois. Bien que la nouvelle parité de la livre turque ait été rendue permanente par la dévaluation opérée en juin, cette mesure n'a pas eu un effet de stimulation prononcé sur les entrées ultérieures de fonds de ce type. On a également observé une augmentation — quoique beaucoup plus faible — des recettes officielles de devises au titre du tourisme. Il semble néanmoins que le nombre des touristes étrangers venus en Turquie ait marqué un palier malgré les efforts faits par les autorités pour élargir leur part du marché touristique international, et l'accroissement recensé des recettes touristiques nettes (de 145 millions de dollars en 1978 à 186 millions de dollars en 1979) a vraisemblablement tenu à l'effet conjugué de la hausse des prix, d'un allongement relatif de la durée moyenne des séjours et d'une augmentation du volume des opérations de change assurées par les mécanismes officiels.

Le montant brut des paiements d'intérêt au titre de la dette extérieure de la Turquie qui avait été de 489 millions de dollars en 1978 est monté à 629 millions de dollars en 1979 en raison des emprunts massifs effectués à

l'étranger au cours des dernières années et de la hausse des taux d'intérêt. La charge que les paiements d'intérêt font peser sur la balance des paiements continuera vraisemblablement de s'alourdir aussi longtemps que le déficit extérieur restera important et que les taux des euro-dollars se maintiendront à leur niveau actuellement très élevé.

Financement du déficit extérieur courant

Le déficit de 1.5 milliard de dollars par lequel s'est soldée la balance des opérations courantes en 1978 a été principalement couvert par l'utilisation de crédits en instance de versement au titre de projets (450 millions de dollars), des opérations officielles d'allégement de la dette (295 millions de dollars) et un petit nombre de prêts individuels consentis par des gouvernements et des entreprises privées (373 millions de dollars). La Turquie a également reçu quelque 175 millions de dollars du FMI dans le cadre de l'accord de confirmation en vigueur. Les investissements directs étrangers n'ont joué qu'un rôle relativement mineur (47 millions de dollars). Les autres engagements (crédits commerciaux

Tableau 10 **Balance des paiements**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1977	1978	1979 provisoire
Commerce extérieur	*−4 043*	*−2 311*	*−2 808*
Exportations fob	1 753	2 288	2 261
Importations caf	5 796	4 599	5 069
dont :			
pétrole	1 436	1 395	1 712
Transactions invisibles	*618*	*792*	*1 459*
Envois de fonds des travailleurs émigrés	982	983	1 694
Paiements d'intérêts (brut)	−360	−489	−629
Tourisme (net)	−65	145	186
Transferts de bénéfices	−116	−47	−42
Autres services (net)	177	200	250
Balance courante	*−3 425*	*−1 519*	*−1 349*
Balance des opérations en capital	*1 533*	*1 184*	*385*
Investissements directs étrangers	67	47	87
Importations bénéficiant de dérogations	102	120	123
Crédits-projets	499	450	356
Crédits-programme	4	110	485[1]
Prêts bancaires privés	—	100	200
Crédits d'acceptation (net)	710	350	−427
Prêts pétroliers	365	163	−174
Remboursements de dette (brut)	−214	−451	−715
Allégements de dette	—	295	450
Balance globale	*−1 892*	*−335*	*−964*
Financement	*2 114*	*871*	*254*
Variation des réserves officielles	560	−148	37
FMI (net)	—	175	30
Variations des autres engagements	1 554	844	187
Erreurs et omissions	−219	−536	710

1 Y compris un prêt hors projet de la Banque Mondiale de 150 millions de dollars des Etats-Unis et l'Action spéciale d'aide à la Turquie décidée en 1979 par l'OCDE.
Source : Ministère des Finances.

pour l'essentiel) auraient augmenté de 844 millions de dollars. Le poste « erreurs et omissions » a cependant été lui aussi exceptionnellement important (— 536 millions de dollars).

En 1979, le déficit extérieur courant s'est établi à 1.3 milliard de dollars et a pu être financé dans une large mesure par des importations de capitaux à long terme. La Turquie a obtenu un nouveau prêt bancaire international de 407 millions de dollars et seize gouvernements de l'OCDE lui ont accordé une aide pour un montant total de 961 millions de dollars, dont cependant un tiers seulement a été utilisé en 1979. Les pays de l'OCDE et les banques internationales ont également procédé à d'importantes opérations d'allégement de la dette en acceptant de reconduire des créances (y compris des prêts en euro-devises à court terme) d'un montant total de 4 milliards de dollars.

Le volume des crédits commerciaux a en revanche diminué, la pénurie croissante des devises contraignant les banques commerciales turques à réduire leurs engagements de 427 millions de dollars. Le FMI a versé la première tranche d'une nouvelle ligne de crédit ouverte en juillet (91 millions de dollars) ; l'apport net de crédits du FMI n'a cependant pas dépassé 39 millions de dollars. Tout bien considéré, le financement du déficit des paiements extérieurs est devenu relativement plus « classique », et donc plus sain, en 1979, à la suite de la vaste opération de réaménagement de la dette entreprise par les créanciers publics et privés de la Turquie. Il ressort néanmoins des projections relatives à la dette extérieure que le remboursement des crédits étrangers continuera de faire peser une lourde charge sur la balance des paiements pendant encore un certain nombre d'années.

II POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Au cours des deux dernières années, la principale préoccupation des responsables de la formulation de la politique économique a été le double problème posé par la rapide accélération de l'inflation et par l'ampleur intolérable du déficit extérieur. A partir de février 1978, les autorités turques ont adopté diverses mesures de stabilisation, étayées par deux accords de confirmation successifs du FMI. Ces mesures se sont cependant révélées insuffisantes pour redresser la situation. En janvier 1980, le nouveau gouvernement turc a décidé de modifier profondément la politique économique, en décidant notamment une forte dévaluation de la livre turque et la suppression de la plupart des contrôles de prix et des subventions gouvernementales. Cette décision est trop récente pour qu'il soit possible d'en apprécier déjà les résultats. Les paragraphes qui suivent seront donc consacrés à l'analyse des avantages relatifs des mesures prises et des problèmes qui pourraient se poser à l'avenir.

a) *Politique budgétaire et fiscale*

Le principal instrument utilisé pour la mise en œuvre des programmes économiques est le budget consolidé du gouvernement, que le Parlement examine entre le 1er décembre et la fin février, l'exercice budgétaire commençant le 1er mars. Dans le passé, le budget était conçu de manière à étayer les programmes d'investissement prévus par les plans quinquennaux. Les recettes n'étant pas assez importantes pour couvrir les dépenses, les déficits budgétaires ont augmenté, ce qui a été l'un des principaux facteurs responsables de l'inflation. Tel qu'il est voté, le budget du gouvernement est essentiellement une déclaration d'intentions. Les

résultats finaux des comptes publics peuvent donc s'écarter sensiblement des crédits initialement ouverts. Par exemple, les crédits budgétaires peuvent être automatiquement accrus dans le courant de l'exercice si l'on décide de relever les traitements des membres de la fonction publique. De même, le Trésor a la possibilité de contracter des emprunts à court terme auprès de la Banque Centrale pour un montant équivalent à 15 % au plus des crédits budgétaires totaux. Les crédits budgétaires ayant eu tendance à s'accroître d'une année sur l'autre, les avances de la Banque Centrale au Trésor ont progressé plus ou moins au même rythme.

Le budget consolidé du gouvernement (qui comprend l'administration centrale et certaines activités annexes comme les universités, l'Office routier, l'Office de l'hydraulique, etc.) ne couvre qu'une partie du secteur public. La sécurité sociale et les caisses de retraite des membres de la fonction publique, ainsi que les entreprises d'Etat, constituent un autre groupe important d'activités qui sont dirigées par l'administration centrale. Ces institutions — notamment les entreprises économiques d'Etat — ont accumulé d'importants déficits qui ont été financés en partie sur le budget consolidé et en partie par des crédits de la Banque Centrale. On estime que le déficit combiné du secteur public est passé d'environ 6 % du PNB en 1975-1976 aux alentours de 10 % ces dernières années. Les principaux agrégats budgétaires apparaissent au tableau 11.

Tableau 11 **Budget consolidé**
Milliards de livres turques

	1977	1978	1979 provisoire	1980	
				Budget voté	Estimations officielles
Recettes	*187.6*	*308.7*	*495.0*	*720.0*	*750.0*
Recettes fiscales	167.4	243.9	416.5	636.2	666.2
Recettes ordinaires non fiscales	13.9	39.8	50.0	49.4	49.4
Recettes et fonds spéciaux	2.5	20.1	18.5	21.0	21.0
Recettes du budget annexe	3.8	4.9	10.0	13.4	13.4
Dépenses	*239.8*	*346.0*	*580.0*	*770.0*	*830.0*
Dépenses courantes	98.1	149.2	252.0	347.0	400.0
dont :					
De personnel	74.9	108.0	189.0		
Dépenses d'investissement	49.9	71.2	92.0	236.0	300.0
Transferts	91.8	125.6	236.0	168.0	130.0
dont :					
Aux EEE	31.7	40.0	79.7	255.0	300.0
Déficit budgétaire	*−52.2*	*−37.3*	*−85.0*	100.0	100.0
Paiements reportés	14.8	6.5	25.0	*−50.0*	*−80.0*
Paiements anticipés	−4.6	−15.0	−10.0		−20.0
Déficit de trésorerie	*−42.0*	*−45.8*	*−70.0*	*−50.0*	*−100.0*
financé par :					
Emprunts intérieurs	12.5	16.9	35.0	50.0	50.0
Banque Centrale	31.3	21.2	34.4		50.0
Budget général	23.3	15.6			
Budget annexe	7.0	5.6			
Erreurs et omissions	−1.8	7.7	0.6		
Pour mémoire :					
Déficit budgétaire en % du PNB	6.0	2.9	4.0		

Source : Ministère des Finances.

Tableau 12 **Recettes du budget consolidé**
Millions de livres turques

		1977	1978	1979 provisoire	1980 prévisions budgétaires votées
I	*Recettes fiscales, total*	*167.3*	*243.9*	*416.5*	*636.2*
1	*Impôts sur les revenus*	*86.9*	*137.6*	*243.0*	*391.4*
	Impôts sur le revenu des personnes physiques	68.9	110.7		
	Impôts sur les revenus des sociétés	8.1	12.6		
	Impôts sur les plus-values immobilières	1.3	1.5		
	Impôt de péréquation	8.6	12.5		
2	*Impôts sur le patrimoine*	*1.8*	*2.2*	*3.2*	*4.1*
	Impôt foncier	0.8	0.9		
	Taxe sur les automobiles	0.4	0.4		
	Droits de succession et de donation	0.6	0.9		
3	*Impôts sur les biens*	*29.7*	*37.8*	*67.6*	*97.2*
	Taxe à la production	13.0	18.4		
	Taxe à la production sur le pétrole	1.2	1.1		
	Taxe à la production sur les produits des monopoles	7.2	8.4		
	Taxe sur les ventes	1.6	2.3		
	Droit de consommation sur le sucre	0.7	0.8		
	Taxe à l'achat sur les automobiles	1.6	1.7		
	Taxe sur les achats d'immeubles	4.4	5.1		
4	*Impôts sur les services*	*17.6*	*23.7*	*32.5*	*50.3*
	Taxe sur les opérations de banque et d'assurance	8.5	11.8		
	Taxe sur les transports	0.4	0.4		
	Taxe sur les services des PTT	0.2	0.5		
	Taxe sur les constructions d'immeubles	0.2	0.3		
	Taxe sur les jeux	0.0	0.0		
	Droits de timbre	6.6	8.8		
	Redevances	1.7	1.9		
5	*Impôts sur les échanges extérieurs*	*31.3*	*42.6*	*70.2*	*93.2*
	Droits de douane	6.1	8.9		
	Droit de douane sur le pétrole	0.9	0.9		
	Taxe à la production sur les importations	9.6	9.8		
	Taxe à la production sur les importations de pétrole	5.9	5.6		
	Droits de timbre sur les importations	7.8	14.9		
	Droits de quai	1.0	1.2		
	Taxe sur les dépenses de voyage à l'étranger	0.0	1.3		
II	*Recettes ordinaires non fiscales*	*13.9*	*39.8*	*50.0*	*49.4*
III	*Recettes et fonds spéciaux*	*2.5*	*20.1*	*18.5*	*21.0*
IV	*Recettes nettes du budget annexe*	*3.9*	*4.9*	*10.0*	*13.4*
V	*Recettes du budget consolidé*	*187.6*	*308.7*	*495.0*	*720.0*

Source : Ministère des Finances.

C'est ainsi que les recettes du budget consolidé sont passées de 187.6 milliards de livres turques pour l'exercice 1977 à 308.7 milliards de livres turques pour l'exercice 1978, et qu'elles auraient atteint, selon les estimations, 495 milliards de livres turques pendant l'exercice 1979-1980, ce qui correspondrait à une augmentation de 164 % sur deux ans. Les dépenses budgétaires se sont accrues presque au même rythme, passant de 239.8 milliards de livres turques à 580 milliards de livres turques (estimation) pendant la même période. Tant les recettes que les dépenses ont augmenté à un taux supérieur à celui de l'inflation ; la part des recettes dans le PIB qui était de 22 % en 1977 est passée aux alentours de 24 %, tandis que celle des dépenses s'accroissait un peu plus lentement (de 27 à 28 %). Ces chiffres permettent de constater que bien que la réforme de l'impôt sur le revenu qui avait été prévue n'ait pu être menée à bien en 1979, l'alourdissement automatique de la fiscalité a contribué à réduire la part du déficit budgétaire dans le PNB ces deux dernières années. On estime néanmoins que le déficit budgétaire aux prix courants pour l'exercice 1979-1980 a atteint 85 milliards de livres turques, soit plus du double de son niveau de l'année précédente.

Le principal facteur responsable du dépassement des objectifs retenus pour les dépenses du secteur public semble avoir été l'augmentation rapide des paiements de transfert, dont environ les deux tiers étaient destinés à financer les pertes courantes d'exploitation des entreprises économiques d'Etat (EEE). Les déficits des EEE n'ont en effet pas cessé de s'élargir bien que le gouvernement ait décidé, tant en 1978 qu'en 1979, de relever très fortement les prix pratiqués par ces entreprises afin de rétablir leur rentabilité. L'augmentation des salaires et la hausse des prix des autres facteurs de production ont cependant fait monter les coûts, de sorte que le déficit de ces entreprises a continué de s'aggraver. Les dépenses courantes se sont fortement accrues (69 % en 1979), ce qui a principalement tenu à l'augmentation des traitements des fonctionnaires, mais aussi, dans une certaine mesure, à une expansion de l'emploi dans le secteur public. En revanche, les investissements publics financés sur le budget consolidé ont progressé nettement moins que les dépenses budgétaires totales. Compte tenu de la rapidité de l'inflation, cela signifie que les investissements ont fortement diminué en termes réels, en 1979, notamment la réduction relative des dépenses d'investissements a également tenu dans une certaine mesure aux difficultés rencontrées pour exécuter le programme élargi d'investissements publics qui avait été prévu.

b) *Entreprises économiques d'Etat*

Les entreprises économiques d'Etat assurent une large partie de la production non agricole en Turquie. Mis à part les services publics et les transports et communications, ces entreprises représentent environ 40 % de la valeur ajoutée et de l'emploi dans l'industrie. Les pouvoirs publics ont vigoureusement encouragé leur expansion, notamment dans le secteur des industries extractives et des industries modernes de haute technologie, de sorte que le nombre de leurs effectifs a pratiquement doublé depuis 1970 et s'établit maintenant à plus de 700 000. Pendant la récession de 1979, l'emploi dans ces entreprises a augmenté de 11 % au total, et de 17 % pour le personnel technique et les employés de bureaux. Bien que n'étant pas toutes systématiquement déficitaires, le nombre des entreprises d'Etat dont le bilan fait apparaître un solde négatif a suivi une tendance ascendante ces dernières années en même temps que l'ampleur des pertes individuelles tendait à augmenter. Le déficit d'exploitation combiné des EEE est passé de 52 milliards de livres turques en 1978 à 60 milliards de livres turques en 1979. Mais leurs besoins globaux de financement ont été beaucoup plus élevés en raison de leurs vastes programmes d'investissement. En 1977, ces entreprises

Tableau 13 **Entreprises économiques d'Etat : Compte de profits et pertes**
Milliards de livres turques

	1977	1978	1979 provisoire	1980 programme révisé
Dépenses totales	*208.9*	*328.4*	*585.7*	*1 196.8*
Salaires et traitements	61.3	102.9	153.5	235.3
Achats de biens et services	133.8	201.7	414.6	935.6
Amortissements	12.0	20.1	15.4	20.3
Autres provisions	1.8	3.8	2.2	5.6
Recettes totales	*172.7*	*276.4*	*525.7*	*1 259.4*
Produit des ventes	155.9	256.2	501.2	1 222.9
Augmentation des stocks	16.8	20.2	24.5	36.5
Bénéfice (ou perte), brut	*−36.2*	*−52.1*	*−60.0*	*+62.6*

Source : Ministère des Finances.

ont bénéficié de 34 milliards de livres turques de subventions financées sur le budget public, à quoi sont venus s'ajouter 34 milliards de livres turques sous forme de crédits accordés par la Banque Centrale (soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire de la Banque Nationale d'Investissement). Les besoins de financement des entreprises d'Etat sous forme de transferts budgétaires et de prêts sont passés à 98 milliards de livres turques en 1978 et à 181 milliards de livres turques en 1979.

Les fortes ponctions constamment opérées ainsi par les EEE sur les ressources de l'économie nationale ont maintenant atteint une lourdeur insupportable.

Tableau 14 **Entreprises économiques d'Etat : Financement des investissements**
Milliards de livres turques

	1977	1978	1979 provisoire	1980 programme révisé
Investissement fixe	46.1	60.4	98.0	168.5
Variation des stocks	16.8	20.2	24.5	36.5
Investissement total	*62.9*	*80.6*	*122.5*	*205.0*
Ressources				
Bénéfice (ou perte), brut	−36.2	−52.0	−60.0	62.6
Impôts	−1.6	−1.8	−3.8	−35.7
Amortissements	12.0	20.1	15.4	20.3
Montants à recouvrer, net	2.1	2.5	−10.6	−20.0
Divers, net	15.6	14.3	0.6	−19.4
Total des ressources propres	*−8.1*	*−16.9*	*−58.4*	*7.8*
Transferts budgétaires	31.7	40.0	79.7	101.0
Fonds pétrolier	1.9	3.8	7.0	10.0
Ressources totales	*25.5*	*26.9*	*28.3*	*118.8*
Déficit	*−37.4*	*−53.7*	*−94.2*	*−86.2*
Financé par :				
Banque Centrale	23.2	19.0	51.0	30.6
Banque Nationale d'Investissement	10.3	9.1	14.1	20.0
Emprunts extérieurs, net	3.9	25.6	29.1	35.6

Source : Ministère des Finances.

Les raisons essentielles de cette situation tiennent à l'organisation même de ces entreprises, dont la direction est fortement centralisée et dont les politiques d'investissement et d'emploi ont été axées sur des objectifs sociaux plutôt que sur les impératifs de l'économie de marché. Elles ont bénéficié, en contrepartie, de subventions et de prêts avantageux de l'Etat qui leur ont permis de couvrir leurs pertes. Cela ne les a évidemment guère encouragées à assainir leurs méthodes de gestion.

En 1979, les autorités se sont efforcées de rendre plus efficiente la gestion de ces entreprises en décidant de rendre leurs dirigeants responsables des mauvais résultats et en versant une prime de productivité à tout le personnel. Mais ces mesures n'ont pratiquement pas modifié la centralisation qui caractérise les méthodes de gestion de ces entreprises.

c) *Monnaie et crédit*

L'inflation rapide s'est accompagnée d'une accélération correspondante du taux d'expansion de la masse monétaire. Le taux annuel de progression de M1, qui avait été proche de 40 % dans les derniers mois de 1978, s'établissait aux environs de 60 % vers le milieu de l'année 1979 et n'était encore guère éloigné de ce chiffre à la fin de décembre. Techniquement parlant, cette accélération a principalement tenu à l'effet conjugué du soudain gonflement des recettes en devises résultant des envois de fonds des travailleurs émigrés et d'une augmentation du volume des prêts de la Banque Centrale au Trésor, aux offices nationaux de commercialisation et aux coopératives agricoles. Plusieurs facteurs ont contribué au ralentissement de l'expansion de la masse monétaire au second semestre de 1979 : la conversion des excédents de trésorerie en dépôts à terme après la forte hausse des taux d'intérêt bancaires décidée dans le cadre du programme de stabilisation pour 1979, le volume croissant des dépôts « bloqués » de garantie des importations et le relèvement des réserves obligatoires des banques commerciales. Ce ralentissement n'a cependant été que de courte durée et l'expansion des crédits accordés par la Banque Centrale à l'économie (principalement au secteur public) s'est à nouveau accélérée pendant les quatre derniers mois de 1979.

L'ampleur persistante des déficits du secteur public financés par une expan-

Tableau 15 **Monnaie et crédit**
Milliards de livres turques

	1977	% de variation	1978	% de variation	1979	% de variation
Monnaie de réserve	137.3	47.3	200.8	46.2	304.2	51.5
Masse monétaire	210.6	39.0	289.3	37.3	443.9	53.4
Crédits de la Banque Centrale	189.7	71.5	241.9	27.5	371.2	53.4
Secteur public	133.0	73.6	173.7	30.4	266.6	53.5
Secteur privé	56.6	66.4	68.2	20.6	104.5	53.0
Crédits des banques commerciales	231.5	26.0	294.4	27.2	422.5	43.5
Secteur public	21.6	12.7	27.3	26.4	..	
Secteur privé	209.9	27.5	267.1	32.4	..	
Dépôts auprès des banques commerciales	213.3	31.0	283.3	32.4	426.5	50.5
A terme	39.4	17.4	55.4	40.6	85.2	53.8
A vue	173.9	35.2	227.9	31.0	341.3	49.8

Source : Banque Centrale de Turquie.

sion de la masse monétaire a été l'un des principaux facteurs responsables de la rapidité de l'inflation. En 1977, les prêts de la Banque Centrale se sont accrus de 79 milliards de livres turques pour s'établir à 189.7 milliards de livres turques, soit une progression de 72 %. En 1978, du fait de l'introduction d'un strict plafonnement du crédit, l'expansion des prêts de la Banque Centrale a été réduite d'un tiers par rapport à l'année précédente et ramenée à 52 milliards de livres turques. Cette modération a persisté jusqu'en juillet 1979 : pendant les six premiers mois de l'année, les crédits de la Banque Centrale ne se sont accrus qu'à un taux annuel de l'ordre de 30 %, donc nettement inférieur aux taux de l'inflation. A partir du milieu de l'année 1979 cependant, la forte augmentation des prix de soutien versés aux agriculteurs et les besoins de financement accrus du Trésor et des entreprises d'Etat se sont traduits par une forte accélération du taux annuel d'expansion du crédit de la Banque Centrale, qui atteignait 53 % à la fin de l'année.

Les avances à court terme au Trésor ont augmenté de 30 milliards de livres turques (+ 53 %) et celles à l'Administration des monopoles de 7 milliards de livres turques (+ 30 %) ; les besoins de financement des entreprises d'Etat se sont accrus d'environ 56 milliards de livres turques (+ 58 %), essentiellement au titre des dépenses courantes de l'Office du sucre, de l'industrie de la viande et du poisson, de l'Office du thé, de l'industrie du charbon et de la Compagnie d'électricité, ainsi que des activités des offices nationaux de commercialisation des produits agricoles.

Les crédits de la Banque Centrale au secteur privé ont augmenté de 53 % par rapport au niveau auquel ils s'établissaient douze mois plus tôt. Leur composition s'est néanmoins sensiblement modifiée : les prêts aux coopératives agricoles de vente se sont accrus de 76 % (passant à 30 milliards de livres turques) et les avances à la Banque Agricole de 10 milliards de livres turques, tandis que les effets industriels et commerciaux escomptés par la Banque Centrale marquaient plus ou moins un palier, se maintenant au niveau relativement faible de 13 milliards de livres turques. Les crédits destinés à aider les exportateurs turcs ont en revanche accusé une très forte progression au cours des deux dernières années, puisque leur niveau a triplé entre 1977 et 1979 (passant de 8.4 à 23.8 milliards de livres turques).

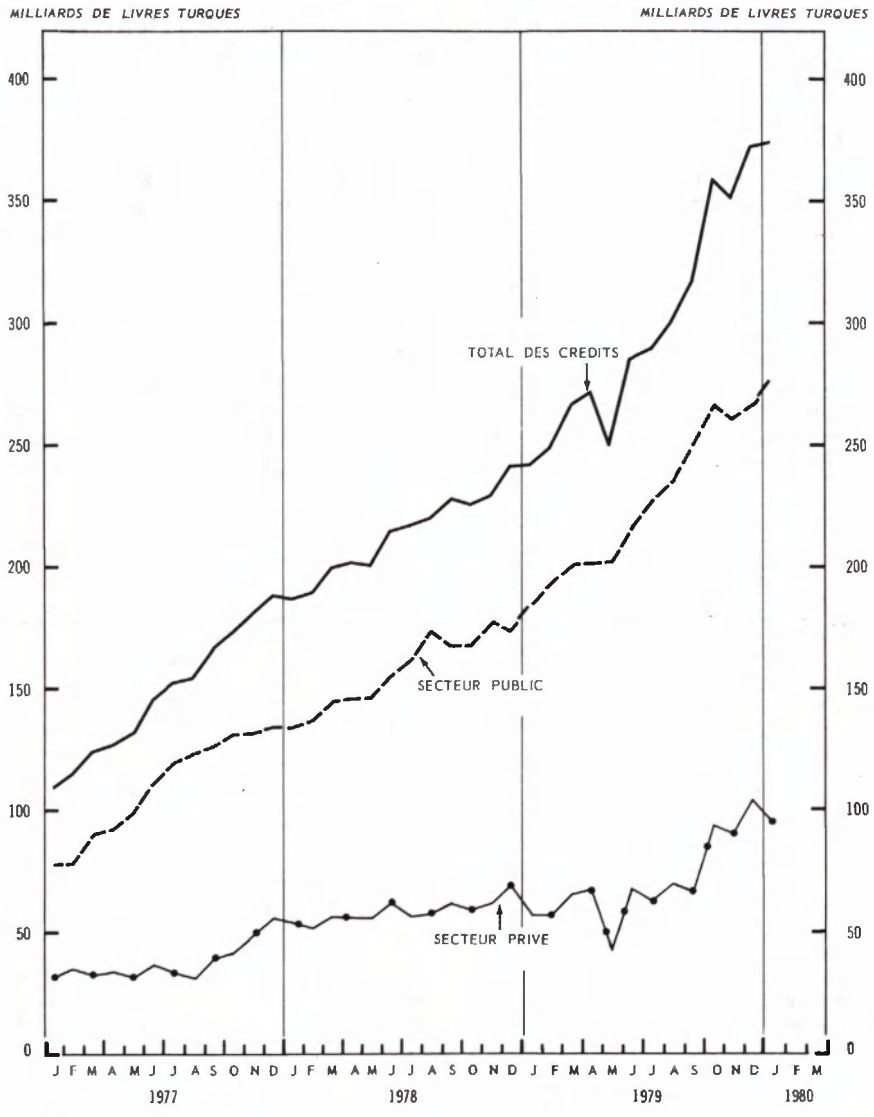
Les crédits des banques commerciales, qui servent principalement à financer l'activité du secteur privé, se sont accrus d'environ 27 % en 1978 et d'à peu près 44 % en 1979 (tableau 15). Leur croissance a été déterminée par l'expansion du stock de monnaie centrale et par l'évolution des réserves libres des banques. Malgré le ralentissement de la croissance économique, la demande de crédit a rapidement augmenté, notamment en 1979, à mesure que l'inflation s'accélérait. Le marché du crédit est devenu particulièrement tendu après la dévaluation de la livre turque opérée en juillet 1979, en raison du relèvement des dépôts préalables que doivent constituer les importateurs pour pouvoir prétendre à l'attribution de devises, mesure qui s'est traduite par le retrait de 10 milliards de livres turques de la circulation sur les deux mois de juillet-août. Les dépôts auprès des banques commerciales ont augmenté d'environ 32 % en 1978. Leur taux annuel d'expansion s'est accéléré à partir de septembre 1978 et atteignait 60 % en juillet 1979 avant de se ralentir progressivement. A la fin de 1979, les dépôts dépassaient encore de 51 % le niveau auquel ils s'établissaient un an plus tôt. Leur accélération régulière, nettement plus forte que celle de l'expansion du crédit, peut tenir dans une certaine mesure à la pratique de plus en plus répandue qui consiste à demander que le produit des prêts soit redéposé, la hausse des taux d'intérêt nominaux n'ayant pas suivi le rythme de l'inflation. Les banques ont utilisé ces liquidités supplémentaires pour accroître leur portefeuille des titres, notamment d'effets publics exonérés d'impôt.

Tableau 16 **Crédits de la Banque Centrale**
En millions de livres turques

	1977 décembre	% de variation déc. 77/ déc. 76	1978 Juin	1978 Déc.	% de variation déc. 78/ déc. 77	1979 Juin	1979 Déc.	% de variation déc. 79/ déc. 78
I *Secteur public*	*133 045*	*73.6*	*155 290*	*173 728*	*30.4*	*217 745*	*266 625*	*53.5*
i) Budget général et budget annexe	*60 328*	*109.9*	*69 704*	*77 989*	*29.3*	*94 061*	*114 602*	*47.1*
Trésor	45 178		47 504	56 639		69 440	86 735	
Administration des monopoles	15 150		22 200	21 350		24 621	27 867	
ii) Entreprises économiques d'Etat	*72 717*	*51.8*	*85 586*	*95 739*	*31.4*	*123 684*	*152 023*	*58.8*
Office des produits du sol	18 575		17 399	21 495		19 467	25 336	
Banque Nationale d'Investissement	27 922		32 196	32 275		34 884	37 941	
Financement de l'agriculture	6 400		8 571	9 991		11 962	14 491	
Fonds spécial	7 069		7 055	7 055		7 258	7 250	
Office du sucre	5 974		8 974	9 421		15 038	15 412	
Industrie de la viande et du poisson	2 200		3 800	4 200		6 520	6 949	
Sümerbank	800		1 751	2 158		2 437	4 491	
Office du thé	3 260		4 049	5 591		7 091	10 841	
Industrie laitière	498		597	649		748	791	
Charbonnages	—		250	250		4 246	6 473	
Fer et acier	—		520	520		1 350	1 350	
Compagnie d'électricité	—		424	1 834		7 988	10 018	
Office du pétrole	—		—	—		1 750	1 750	
Autres	19		—	300		2 945	8 930	
II *Secteur privé*	*56 635*	*66.4*	*60 302*	*68 157*	*20.6*	*67 574*	*104 544*	*53.0*
Commerce	660		1 174	860		2 351	2 009	
Industrie	9 981		10 430	10 736		10 217	10 744	
Artisanat	2 351		3 615	3 584		4 284	5 398	
Agriculture	3 871		7 069	7 146		12 522	16 458	
Coopératives agricoles de vente	21 225		14 537	16 777		10 483	29 555	
Crédits à moyen terme	5 583		6 728	8 108		8 371	7 885	
Exportations	8 399		9 462	15 600		13 572	23 752	
Autres	4 565		7 287	5 346		5 774	8 743	
III *Fonds de liquidation des banques*	*19*		—	—		—	—	
Total	*189 699*	*71.5*	*215 592*	*241 886*	*27.5*	*285 319*	*371 169*	*53.4*

Source : Banque Centrale de Turquie.

Graphique 3 **Crédits de la Banque Centrale, par secteur**



On a par ailleurs observé un net accroissement des dépôts à terme, notamment en mai-juin 1979, où les taux d'intérêt servis sur les dépôts de longue durée ont été fortement relevés. Les dépôts à terme dont le niveau était relativement modeste en 1978 (55 milliards de livres turques) sont de ce fait montés à 85 milliards de livres turques en 1979, tandis que les dépôts à vue passaient de 228 à 341 milliards de livres turques.

Ces différentes évolutions apportent la preuve que la politique monétaire a effectivement réussi à freiner l'expansion du crédit dans le secteur privé et à inciter le public à modifier la composition de ses actifs monétaires en faveur des dépôts à long terme, malgré le climat inflationniste. Au total, cependant, ces effets positifs ont été neutralisés par l'accroissement des déficits du secteur public qui ont continué d'être financés par des avances de la Banque Centrale.

Depuis les années 60, les taux d'intérêt n'avaient pratiquement pas varié malgré l'accélération du rythme de l'inflation. A la suite du premier alignement opéré en 1978, le taux général des banques commerciales est passé de 11.5 à 16 %, tandis que les dépôts à terme étaient rémunérés à des taux allant de 6 % pour les dépôts de 3 à 6 mois à 20 % pour les dépôts à 3-4 ans. Le taux pratiqué sur les dépôts à plus de 4 ans pouvait être librement négocié. Une nouvelle hausse des taux d'intérêt est intervenue en mai 1979, qui a eu notamment pour effet de relever l'éventail des taux servis sur les dépôts à terme pour le porter de 8 à 24 %, des primes spéciales étant consenties sur les dépôts effectués par les travailleurs turcs émigrés. En janvier 1980, les taux d'intérêt ont été à nouveau relevés de 2 points.

Comme nous l'avons vu, l'augmentation des taux d'intérêt sur les dépôts à terme en 1979, conjuguée à la prime supplémentaire de 10-15 points sur les dépôts des travailleurs émigrés, s'est traduit par un fort gonflement des dépôts de longue durée. Sur un dépôt à 4 ans bénéficiant de primes, un travailleur turc recevrait maintenant 39 % d'intérêt ; bien qu'élevé en termes nominaux, ce chiffre est cependant encore inférieur de moitié au taux actuel de l'inflation. Les taux prêteurs officiels nettement plus faibles favorisent bien évidemment ceux qui peu-

Tableau 17 **Taux d'intérêt**
En pourcentage

	1974 (au 1.10.74)	1978 (au 1.4.78)	1979 (au 1.5.79)	1980 (au 1.3.80)
Taux de réescompte de la Banque Centrale				
Taux général	9.0	10.0	10.75	14.0
Agriculture, exploitation et petite industrie	8.0	8.0	10.40-11.25	12.75-15.00
Crédits à moyen terme	10.5	11.5	12.75-14.00	14.00-17.25
Taux bancaire maximum sur les prêts				
Crédits à court terme				
Taux général	11.5	16.0	16.0	21.0
Agriculture	10.5	10.5	14.0	16.0
Exportations	10.5			
Crédits à moyen et long termes				
Taux général	14.0	16.0	20.0	22.0
Agriculture	10.5	10.5	16.0	18.0
Petite industrie	10.5	10.5	16.0	18.0
Crédits prioritaires		14.0	14.0	16.0
Taux maximals servis sur les dépôts				
Taux officiel	1.0	—	—	—
Taux commercial	2.0	—	—	—
Epargne				
A vue	3.0	3.0	3.0	3.0
A terme				
3-6 mois	6.0[1]	6.0	8.0	8.0
6-12 mois		9.0	12.0	12.0
12-24 mois	9.0	12.0	20.0[3]	20.0[3]
24 mois et plus	[2]			
2-3 ans		16.0	22.0[3]	22.0[3]
3-4 ans		20.0	24.0[3]	24.0[3]
plus de 4 ans		[2]	[2]	[2]

1 3-12 mois.
2 A déterminer entre la banque et le déposant.
3 10-15 points de plus pour les dépôts en devises des travailleurs.
Source : Banque Centrale de Turquie.

vent bénéficier de ces prêts, d'autres investisseurs devant recourir au marché parallèle du crédit où les coûts de l'emprunt peuvent atteindre jusqu'à 100 %.

d) *Les orientations de la politique économique pour 1980*

Introduction

Le 24 janvier 1980, les autorités turques ont annoncé tout un ensemble de mesures destiné à briser le cercle vicieux créé par l'hyper-inflation, la stagnation économique et un déficit de la balance des paiements hors de proportion avec les moyens de financement extérieurs de la Turquie. La nouveauté de ce programme réside dans la stratégie dont il procède. Faire davantage, jouer les forces du marché et la concurrence, réduire l'intervention de l'Etat dans l'économie et, également, ouvrir plus largement celle-ci à la concurrence et aux investissements de l'étranger, tels sont les principes fondamentaux sur lesquels il repose. Ce programme marque donc une rupture décisive avec la politique économique menée jusqu'à présent, qui visait à favoriser, à l'abri des barrières protectionnistes, un rapide développement de l'industrie nationale — en particulier de l'industrie lourde et des industries fabriquant des produits intermédiaires — en vue de permettre à la Turquie de parvenir à l'autonomie économique. Afin d'étayer la mise en œuvre de ces nouvelles orientations de la politique économique à plus long terme, diverses mesures sont prises pour résoudre les problèmes plus immédiats : la forte inflation et la désorganisation de l'activité économique résultant des pénuries d'énergie, de matières premières et de pièces détachées.

Ce nouveau train de mesures économiques est exposé en détail dans l'annexe : les éléments essentiels en sont les suivants :

i) Réformes institutionnelles visant à rendre plus efficaces la formulation et la mise en œuvre de la politique économique.
ii) Dévaluation de 33 % de la livre turque par rapport au dollar des Etats-Unis et limitation du système de taux de change multiples.
iii) Libéralisation plus poussée du régime des échanges et des paiements.
iv) Mesures supplémentaires d'encouragement des exportations.
v) Relèvement substantiel des prix des produits faisant l'objet d'un commerce d'Etat et abolition des contrôles des prix.
vi) Renforcement de la concurrence pour les entreprises économiques d'Etat et suppression de la plupart des subventions publiques.
vii) Relèvement des taux d'intérêt.
viii) Mesures tendant à encourager les investissements étrangers.
ix) Dispositions visant à consolider la dette commerciale du secteur privé.
x) Projet de législation sur la réforme de la fiscalité.

Un certain nombre de mesures essentielles ont donc déjà été prises : dévaluation de la livre turque, suppression de nombreux contrôles et relèvements des prix des entreprises économiques d'Etat ; néanmoins, dans de nombreux domaines, le nouveau programme ne va pas au-delà d'une déclaration d'intentions, dont la mise en œuvre doit être suivie de près. C'est notamment le cas en matière de politique budgétaire et de politique monétaire.

Le budget voté par le Parlement le 29 février prévoyait une augmentation de 33 % des dépenses, mais le nouveau programme a entraîné une révision des prévisions initiales. On s'attend maintenant que les dépenses totales atteindront 830 milliards de livres turques (au lieu de 770 milliards), en augmentation de 43 %, proportion inférieure au taux d'inflation courant. Le déficit consolidé du secteur public devrait atteindre 100 milliards de livres turques (3 % du PNB), dont la moitié sera financée par des émissions d'obligations publiques (tableau 11).

Le budget implique un net resserrement de la politique budgétaire. Il prévoit une augmentation de 59 % des dépenses courantes. La progression de l'emploi dans le secteur public est limitée à 2 %. Etant donné le taux élevé d'inflation, ces chiffres n'impliquent aucune augmentation de la consommation publique en termes réels. L'investissement public sera de nouveau considérablement réduit en volume, son taux de croissance nominal étant estimé à 41 %. En général, quand les recettes publiques se révèlent insuffisantes pour permettre de financer la totalité des dépenses prévues au budget, ce sont surtout sur les crédits d'équipement que portent les compressions, ce qui provoque des interruptions dans l'exécution des projets en cours. Ce risque paraît plus faible en 1980 car les prévisions de recettes ont été calculées au plus juste, sans même prendre en considération les répercussions probables de la réforme fiscale proposée. Les autorités turques se rendent bien compte que le succès de la politique de stabilisation dépendra de façon capitale de l'évolution effective des variables budgétaires. Il faudra évidemment résister aux pressions tendant à accroître les dépenses pour aider les secteurs, tels que celui des entreprises d'Etat, sur lesquels le processus d'ajustement pourrait exercer des contraintes particulièrement fortes.

Sur le plan monétaire, les autorités qui ont fixé des plafonds précis à l'expansion du crédit de la Banque Centrale, entendent en principe maintenir une politique restrictive durant l'avenir prévisible, dans le dessein de freiner la forte inflation qui sévit actuellement. Cet objectif devrait être plus facile à réaliser si le déficit budgétaire était maintenu dans les limites prévues et si les pertes d'exploitation des entreprises d'Etat étaient considérablement réduites, sinon éliminées. Il est bien certain que l'expansion attendue de l'activité industrielle devra s'accompagner d'une augmentation du volume du crédit, en particulier du crédit au secteur privé, ce qui rend, semble-t-il, d'autant plus souhaitable le resserrement prévu du crédit accordé au secteur public.

Perspectives à court terme

Les pronostics avancés ici sont fondés sur l'hypothèse que le nouveau programme de stabilisation sera mis à exécution sans défaillance, et en particulier qu'il n'y aura pas de dérapages importants de la politique budgétaire et monétaire. Ils supposent aussi que les disponibilités en devises de la Turquie lui permettront à bref délai d'augmenter suffisamment ses importations pour pouvoir réduire ou éliminer les pénuries de pétrole et d'autres matières premières et produits intermédiaires et accroître, par là même, le taux d'utilisation des capacités de production existantes. Or, ce ne sera possible que si une aide étrangère est fournie sans tarder à la Turquie.

Le taux d'inflation sera un facteur déterminant de l'évolution économique à court terme : du succès ou de l'échec des efforts visant à le réduire dépendront de façon cruciale les résultats qui pourront être obtenus dans d'autres domaines.

Au départ, les nouvelles mesures auront inévitablement pour conséquence d'accélérer la hausse des prix.

a) Pour autant qu'on puisse en juger par l'expérience passée, le relèvement des prix des entreprises d'Etat aura une forte incidence sur les indices des prix. On pourrait faire valoir que la hausse de ces indices sera plus apparente que réelle, puisqu'il était devenu impossible d'obtenir un grand nombre de produits aux prix officiels et l'on ne pouvait plus se les procurer qu'en les payant en sous-main à des prix plus élevés. Il faut toutefois se garder de sous-estimer l'effet psychologique d'une forte hausse des indices des prix officiels ; elle risque de renforcer les anticipations inflationnistes et d'inciter les travailleurs et les agriculteurs à réclamer une compensation, comme ils l'ont fait en 1979.

b) Les prix à l'importation augmenteront probablement mais, du fait de la réduction de 25 % du droit de timbre perçu sur le coût des importations (droits de douane y compris), leur hausse sera sans doute beaucoup moins forte que ne le ferait supposer l'ajustement du taux de change. De plus, compte tenu de la réduction probable des charges financières des importateurs[3], son incidence nette sur les prix intérieurs pourrait être relativement faible.

Par ailleurs, étant donné que les pénuries de pétrole et d'autres matières premières et produits intermédiaires ont été l'une des principales causes de l'accélération de l'inflation ces deux dernières années, l'accroissement de l'offre de biens et services résultant de l'augmentation des importations devrait contribuer à modérer la hausse des prix du fait à la fois du meilleur approvisionnement du marché et de la baisse des coûts unitaires de production liée à l'augmentation du taux d'utilisation des capacités et des effectifs employés. Toutefois, l'évolution des prix dépendra pour beaucoup de celle des salaires et des prix agricoles. En Turquie, les salaires représentent une proportion plus faible des coûts totaux que dans beaucoup d'autres pays, en raison du grand nombre des entrepreneurs individuels. Néanmoins, les revendications des travailleurs syndiqués risquent d'exercer un effet d'entraînement sur les revenus dans d'autres secteurs. Les prix des produits alimentaires pesant lourdement sur le coût de la vie, ils influeront, à leur tour, sur les revendications salariales. Il est difficile d'avancer une prévision chiffrée de l'évolution des prix ; mais si, comme on le suppose, la politique de régulation de la demande reste restrictive et si l'ouverture de l'économie entraîne un renforcement de la concurrence, on peut, semble-t-il, raisonnablement penser que le rythme de l'inflation commencera à se ralentir au second semestre de cette année.

A mesure que les approvisionnements en matières premières et produits intermédiaires pour l'industrie augmenteront, l'activité économique devrait retrouver plus de dynamisme (au lieu de fléchir comme c'est généralement le cas au début d'une période de freinage de la demande). L'accroissement de la production ne fera probablement pas augmenter l'emploi, car elle se traduira surtout par un allongement de la durée du travail (diminution du travail à horaire réduit) et, par conséquent, par une utilisation plus intensive des effectifs déjà occupés. Il ne devrait cependant pas y avoir non plus d'importants délestages de main-d'œuvre. Les employeurs turcs ont tendance à conserver leur personnel, dans les périodes difficiles, en particulier dans les cas où la réglementation les obligerait à verser de fortes indemnités de licenciement. En outre, l'accroissement du taux d'utilisation des capacités devrait assurer des gains de productivité appréciables et faire baisser les coûts unitaires de main-d'œuvre, ce qui facilitera le maintien de l'emploi. Néanmoins, une certaine aggravation du chômage paraît à peu près inévitable, puisqu'il s'écoulera sans doute un certain temps avant que les exportations ne se redressent et que par ailleurs la demande étrangère ne représente qu'une proportion relativement faible de la demande globale.

Balance des paiements

Les autorités turques s'attendent que le déficit de la balance des paiements courants s'aggrave considérablement dans le courant de 1980. Toute prévision

3 L'accroissement des disponibilités en devises devrait réduire considérablement les charges financières des importateurs qui, en raison de la pénurie de devises, sont tenus d'effectuer des dépôts préalables de garantie au titre de leurs importations en comptes bloqués auprès de la Banque Centrale ; par ailleurs, les importateurs achetaient souvent des devises sur le marché « parallèle » pour pouvoir obtenir les marchandises plus rapidement.

de l'évolution de la balance des paiements ne peut être qu'extrêmement hasardeuse, en raison surtout de la relation d'interdépendance qui existe entre l'accroissement des importations d'une part et les disponibilités en devises résultant des exportations de biens et de services et de l'entrée nette de capitaux étrangers ; on peut néanmoins considérer comme probable que le déficit extérieur courant représentera plus du double des 1 300 millions de dollars auxquels il se chiffrait en 1979. Les raisons qui font croire à une dégradation de cette ampleur sont diverses. D'abord et avant tout, les pénuries des approvisionnements ne pourront être éliminées que si le volume des importations officiellement recensées augmente. Depuis 1977, le volume des importations a diminué d'environ 50 % et les stocks régulateurs de pétrole et de matières premières et produits intermédiaires pour l'industrie ont baissé au point d'être aujourd'hui près d'être épuisés. En second lieu, les termes de l'échange se sont détériorés pour la Turquie, principalement parce que le prix du pétrole a plus que doublé au cours de ces deux dernières années. Enfin, les paiements au titre du service de la dette extérieure augmenteront considérablement, les intérêts à régler par la Turquie allant croissant[4].

De leur côté, les exportations ne réagiront sans doute pas rapidement à l'effet stimulant de la dévaluation, mis à part un certain accroissement des exportations des produits agricoles en stocks ; quant aux envois de fonds des travailleurs, leur augmentation dépendra principalement d'une reprise de confiance dans la stabilité de l'économie.

Le tableau 18 présente une projection très sommaire de la situation de la balance des paiements à la fin de l'année civile 1980, fondée sur les hypothèses suivantes. En ce qui concerne les importations, on a supposé que l'élimination des principaux goulets d'étranglement qui entravent l'expansion de la production intérieure, et des exportations en particulier, impliquerait que les approvisionnements pétroliers remontent à peu près à leur niveau de 1977, soit 14 millions de tonnes, c'est-à-dire qu'ils augmentent de 20 % en volume par rapport à 1979. Comme les prix du pétrole seront sans doute plus élevés d'environ 50 % cette année[5], la facture pétrolière se chiffrera probablement, à elle seule, à environ 3.2 milliards de dollars. On a estimé que les autres importations augmenteraient de 30 % en valeur, ce qui porterait à 7.6 milliards de dollars la facture totale des importations. Il convient de noter que ce chiffre ne tient pas compte de l'éventualité d'une nouvelle hausse du prix du pétrole au cours des douze prochains mois.

On a supposé que les exportations augmenteraient de 30 % aux prix courants en dollars, ce qui serait un beau résultat, compte tenu du faible degré d'industrialisation de la Turquie et du ralentissement de la croissance des échanges mondiaux. Les exportations agricoles sont relativement peu sensibles aux variations du taux de change ; elles ont atteint un niveau record en 1978, avec un total de 1.5 milliard de dollars. Même à supposer que certaines livraisons de produits agricoles à l'étranger aient été différées en décembre et en janvier, en prévision d'une dévaluation importante, les exportateurs turcs ne disposent pas d'une très grande marge de manœuvre dans ce domaine. C'est donc essentiellement sur un accroissement de ses exportations de produits industriels que la Turquie devra compter pour améliorer ses résultats à l'exportation. Ces exportations se sont chiffrées en moyenne à quelque 600 millions de dollars par an au cours des quatre dernières années. En 1979, elles ont pu être portées à

4 Les taux des euro-prêts (Libor) pour le dollar des Etats-Unis se situaient aux alentours de 16-17 % au début de mars 1980, et l'opération de rééchelonnement des échéances de la dette officielle de la Turquie a aussi eu pour effet d'alourdir le montant des intérêts à régler.

5 En mars, on estimait à 65 % la hausse moyenne probable des prix du pétrole en 1980. Mais l'évolution des prix pour la Turquie sera aussi influencée par le fait, qu'en 1980, la proportion de ses achats sur le marché au comptant sera plus faible qu'en 1979.

Tableau 18 **Projections relatives à la balance des paiements**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1980
Commerce extérieur	*−4 600*
Exportations	3 000
Importations	7 600
(pétrole)	(3 200)
(autres que le pétrole)	(4 400)
Invisibles	*750*
Envois de fonds des travailleurs émigrés	1 800
Paiements d'intérêts (brut)	−1 550
Tourisme (net)	300
Autres (net)	200
Balance courante	*−3 850*
Balance des opérations en capital	*700*
Investissements directs étrangers	100
Importations bénéficiant de dérogations	150
Prêts privés	200
Crédits publics	1 100
Remboursements de dette (brut)	−1 100
Allégement de dette	250
Balance globale	*−3 150*

800 millions de dollars, à la faveur de circonstances spéciales qui ont joué en début d'année. L'estimation retenue ici suppose un quasi-doublement des exportations de produits des industries manufacturières et extractives, qui atteindraient 1.5 milliard de dollars. Un important élément d'incertitude tient toutefois au fait que les produits de l'industrie textile, qui représentent près de la moitié des exportations industrielles de la Turquie, se heurtent à des restrictions commerciales sur les principaux marchés extérieurs. En définitive, le déficit commercial pourrait passer de 2.8 milliards de dollars en 1979 à 4.6 milliards dans l'année en cours.

Ce déficit sera en partie compensé par les recettes nettes au titre des invisibles qui sont évaluées à 750 millions de dollars. Les paiements au titre des intérêts de la dette extérieure pourraient se chiffrer à 1.6 milliard de dollars ; les recettes nettes du tourisme augmenteront probablement, mais leur incidence en valeur absolue sur la balance des paiements devrait être faible (300 millions de dollars), car la capacité d'hébergement de la Turquie ne lui permet pas d'accueillir un grand nombre de touristes. L'évolution des envois de fonds des travailleurs turcs expatriés est très incertaine. En 1979, la Turquie a enregistré à ce poste une entrée supplémentaire exceptionnelle de 600 millions de dollars, à la suite de l'institution d'un taux de change spécial resté en vigueur durant deux mois. Les prévisions sont fondées sur l'hypothèse que les envois de fonds des travailleurs émigrés atteindront 1.8 milliard de dollars, ce qui implique qu'ils rapatrieront en moyenne une fraction de leurs gains de quelque 50 % plus élevée que vers la fin de 1979. Ce poste pourrait augmenter davantage, mais cela dépendra évidemment beaucoup de la confiance qu'auront dorénavant les travailleurs expatriés dans l'avenir de l'économie turque. Si les mesures prises par les pouvoirs publics ne réussissent pas à éliminer le marché parallèle des devises, les envois de fonds des travailleurs émigrés pourraient retomber à un niveau moyen de l'ordre de 100 millions de dollars par mois dès que l'incidence initiale de la dévaluation

se sera estompée. Dans ce cas, le montant total de ces envois pourrait ne pas dépasser 1.4 milliard de dollars par an. Si le nouveau programme économique de la Turquie est à peu près exécuté comme prévu, le déficit extérieur courant pourrait être de l'ordre de 3.9 milliards de dollars.

Le déficit de la balance des paiements courants sera sans doute en partie financé par les crédits extérieurs, publics et privés, accordés antérieurement, mais non encore utilisés. On peut en évaluer le montant à environ 1.3 milliard de dollars. Cependant, comme la Turquie devra en même temps rembourser un montant à peu près comparable au titre de sa dette extérieure, les entrées nettes de capitaux identifiables ne compenseront qu'une faible partie de son déficit extérieur courant (sans doute pas plus de 700 millions de dollars). Il lui resterait à trouver environ 3.2 milliards de dollars, ce qui montre à quel point elle a besoin d'obtenir des concours extérieurs supplémentaires : ceux-ci peuvent revêtir diverses formes, depuis une aide extérieure publique et des opérations d'allégement de dettes officielles et privées jusqu'à des crédits à moyen et court termes assortis des conditions du marché, auxquels elle devrait, semble-t-il, pouvoir recourir dès lors qu'une reprise de l'activité économique se sera amorcée.

III PRINCIPALES CONCLUSIONS

Les mesures annoncées le 24 janvier témoignent d'un effort courageux pour s'attaquer aux graves problèmes économiques dont souffre la Turquie. Il faut y voir non seulement un programme global de stabilisation économique, mais aussi une réorientation fondamentale de la politique économique qui, au lieu de s'appuyer, comme par le passé, sur des réglementations et des contrôles détaillés, tablera davantage sur le jeu des forces du marché, sur la concurrence étrangère et sur les investissements étrangers pour accroître l'efficacité et améliorer l'affectation des ressources, de manière à assurer une croissance économique durable à moyen terme.

La situation de l'économie turque s'est détériorée à tel point que ce ne sera pas chose facile de la redresser. Le plus difficile sera peut-être de freiner l'inflation ; mais, en cas d'insuccès dans ce domaine, il n'y aura guère de chances de pouvoir rétablir une situation viable de la balance des paiements et engager l'économie dans la voie d'une croissance durable. Pour parvenir à maîtriser efficacement l'inflation, il faudra poursuivre pendant longtemps une politique économique de rigueur. La ligne d'action adoptée par les autorités turques est, semble-t-il, celle qui convient dans les circonstances présentes. L'augmentation de l'offre de biens et de services résultant d'une injection de crédits extérieurs peut amorcer un processus de désinflation et, progressivement, l'incidence du jeu de la concurrence devrait commencer à se faire sentir. Mais, pour étayer ce processus, il sera indispensable d'appliquer une politique d'austérité budgétaire et monétaire, tant en 1980 que pendant les années à venir.

L'important relèvement des prix des entreprises économiques d'Etat, intervenu récemment, aidera à maintenir les politiques budgétaire et monétaire dans la bonne voie ; mais les résultats à moyen terme de la réorientation de la politique économique dépendront en partie de la détermination avec laquelle le gouvernement saura laisser les entreprises d'Etat exposées à la concurrence, de manière à les obliger à accroître leur efficience et à améliorer leur position financière. La réduction des forces inflationnistes passera aussi par la réforme fiscale, qui devra à la fois viser à corriger l'incidence exercée sur les groupes à faible revenu

par l'important alourdissement automatique de la fiscalité et permettre de taxer plus efficacement les revenus des tranches supérieures sans porter atteinte à la propension à investir. Il est évident que, dans les circonstances actuelles, la politique monétaire devra continuer d'être orientée dans un sens restrictif, mais il importera d'éviter que les réductions de crédit ne pèsent trop lourdement sur les entreprises privées. En particulier, il serait, semble-t-il, souhaitable que le volume des crédits destinés à financer la production pour l'exportation augmente dans une mesure raisonnable, ce que prévoit, en principe, le nouveau programme.

Enfin et peut-être surtout, la réussite de la lutte contre l'inflation dépendra aussi de l'évolution des salaires et traitements et des prix agricoles. Bien qu'on ne dispose que d'informations fragmentaires, il semble que les accords de salaires conclus récemment dans l'industrie privée comme dans les entreprises d'Etat prévoient des majorations au moins égales au taux d'inflation. Etant donné que l'inflation devrait se ralentir dans les derniers mois de l'année, du fait de l'amélioration de la situation de l'offre, il y aurait le plus grand avantage à limiter à un an la durée d'application des accords salariaux. De plus, à partir du moment où le processus de décélération de hausse des prix sera amorcé, il sera peut-être possible d'instaurer une politique des revenus en étroite consultation avec le patronat et les syndicats. L'un des grands objectifs de cette politique pourrait être d'arriver à obtenir que les négociations salariales et la détermination des autres revenus soient fondées sur une évaluation réaliste de la situation économique et des perspectives en matière d'inflation. Etant donné, toutefois, que la part des traitements et salaires contractuels dans l'ensemble des revenus est beaucoup plus faible en Turquie qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE, une politique globale de régulation de la demande constituerait, semble-t-il, un instrument plus efficace de lutte contre l'inflation. Les mesures d'austérité budgétaire et notamment la réforme fiscale proposée devraient contribuer à cette lutte.

La balance des paiements constitue un autre élément critique de la situation. Pendant des années, les entreprises turques n'ont guère été incitées à exporter, en raison du niveau inadéquat du taux de change, des pressions excessives de la demande intérieure et des profits élevés qu'elles pouvaient réaliser sur le marché intérieur. Le nouveau programme qui vient d'être adopté donne à penser que cet état de choses va changer et plusieurs mesures importantes ont déjà été prises dans ce sens : dévaluation de la livre turque et renforcement des mesures d'encouragement des exportations, libéralisation plus poussée des importations et assouplissement des critères et des attitudes à l'égard des investissements étrangers en Turquie.

Il est difficile de prévoir le temps que mettront les exportations à réagir à ces mesures. A en juger par l'exemple d'autres pays, qui étaient eux aussi exportateurs marginaux, un ajustement du taux de change et une politique restrictive de régulation de la demande peuvent provoquer un accroissement rapide et appréciable des exportations. Mais le ralentissement de la croissance des échanges mondiaux est un facteur défavorable et les restrictions à l'importation appliquées par certains pays risquent aussi de freiner la croissance des exportations (ces restrictions touchent à peu près la moitié des exportations industrielles de la Turquie). Etant donné l'ampleur du déséquilibre existant — qui tient pour une bonne part au service d'une dette extérieure très lourde —, la Turquie aura besoin pendant les prochaines années d'une aide financière extérieure. Mais, dans la mesure où les exportations et les investissements étrangers réagiront aux nouvelles mesures et où l'économie intérieure retrouvera plus de stabilité, elle devrait pouvoir arriver d'ici quelques années à financer son déficit extérieur courant par des crédits aux conditions du marché.

Un taux de change correct ne suffit pas à assurer l'expansion voulue du volume des exportations ; il constitue sans doute un stimulant économique, mais

ne peut ouvrir automatiquement à la Turquie les nouveaux débouchés extérieurs dont elle a besoin. Il sera au moins aussi important que se crée, dans les entreprises et les institutions gouvernementales, une mentalité dynamique, résolument tournée vers l'exportation, de façon qu'une participation accrue à la division internationale du travail finisse par apparaître comme un objectif souhaitable en soi. L'ouverture de l'économie aux investissements directs étrangers devrait contribuer à cette transformation des attitudes.

Le rétablissement d'une situation viable de la balance des paiements nécessitera aussi une politique énergétique active. Les prix de l'énergie ont été considérablement relevés, mais il y aurait peut-être lieu de prendre d'autres mesures pour encourager les économies d'énergie. A plus longue échéance, la Turquie pourra exploiter les importantes réserves d'énergie primaire qu'elle possède, en particulier en houille, lignite et hydro-électricité. Les réserves pétrolières recensées sont de peu d'importance et les puits actuellement en exploitation seront bientôt épuisés ; mais il semble bien que de nouvelles découvertes, plus prometteuses, pourraient être faites si les activités de prospection étaient accélérées. La mise en valeur de ces ressources énergétiques intérieures sera coûteuse et demandera du temps. Il importera donc de mettre au point une stratégie énergétique nationale qui aiderait à maintenir dans des limites raisonnables la contrainte que l'énergie fait peser sur le développement économique de la Turquie.

Deux autres aspects de la politique économique actuelle doivent aussi, semble-t-il, retenir l'attention. Les taux à court terme ont été relevés et les taux à plus long terme libérés. Ces deux mesures marquent un premier pas encourageant dans la voie d'une politique du crédit et des taux d'intérêt plus largement axée sur les mécanismes du marché. Il est, en outre, à peine nécessaire de souligner que le maintien de taux d'intérêt très inférieurs au taux actuel et prévisible de l'inflation freinerait la croissance de l'épargne intérieure et aurait des effets négatifs sur l'affectation des ressources.

En second lieu, la dévaluation de la livre turque opérée en janvier 1980 devrait, semble-t-il, contrebalancer la hausse relative des prix intérieurs depuis le dernier ajustement du taux de change opéré en juillet 1979. Il est à noter qu'à la veille de la dévaluation, le taux du marché parallèle n'était que de 10 % supérieur au taux officiel. Il est essentiel pour les exportateurs que le taux reste aussi compétitif à plus long terme. A cet égard, la maîtrise efficace de l'inflation intérieure aura tout autant d'importance qu'un ajustement du taux de change.

En résumé, la nouvelle ligne d'action adoptée par les autorités turques représente un effort réaliste pour sortir le pays d'une passe critique. Il se peut qu'à certains égards la situation commence par empirer, avant de s'améliorer : le premier résultat des nouvelles mesures sera d'accélérer l'inflation, et le chômage risque d'augmenter un peu. Mais, à mesure que les pénuries disparaîtront et que l'économie commencera à réagir, l'inflation devrait se ralentir et les exportations augmenter, créant ainsi les conditions favorables à une reprise de la croissance à moyen terme. Le programme de la Turquie — pourvu qu'il soit mis en œuvre avec détermination et avec vigueur — mériterait de recevoir l'appui continu de la communauté internationale et ce n'est qu'avec un tel appui qu'il a des chances d'être couronné de succès.

Annexe I

PROGRAMME DE STABILISATION ÉCONOMIQUE: JANVIER 1980

Le 24 janvier 1980, les autorités turques ont adopté un nouveau programme de stabilisation économique qui diffère des programmes précédents à plusieurs égards. Tout d'abord, les mesures annoncées — qui seront suivies d'autres dispositions dont plusieurs exigent une modification des textes législatifs — visent à remédier à moyen terme aux faiblesses structurelles de l'économie turque (insuffisance des exportations de biens et services et des entrées de capitaux privés, par exemple) ainsi qu'à stabiliser l'économie à court terme. Les principaux objectifs visés sont les suivants: réduire le nombre et l'impact des interventions directes des pouvoirs publics et instituer des mécanismes permettant de faire une plus large place aux mesures assurant indirectement une régulation de la demande. A l'avenir, la politique économique sera davantage orientée vers le marché, en encourageant la concurrence et le développement de l'initiative privée; les investissements étrangers seront de ce fait les bienvenus dans des secteurs qui leur étaient complètement fermés dans le passé.

I Modifications touchant l'organisation

Deux Comités spéciaux et deux nouveaux offices relevant du Cabinet du Premier Ministre ont été créés en vue de faciliter la formulation de la politique économique et d'en coordonner la mise en œuvre.

Comité de coordination

Ce Comité, qui est présidé par le Sous-Secrétaire de l'Office national de Planification et qui est composé de hauts fonctionnaires de la Banque Centrale et de différents ministères (Finances, Commerce, Industrie et Technologie, Énergie, Affaires étrangères) est chargé de:

a) coordonner les actions entreprises dans le cadre des plans de développement et des programmes annuels;
b) définir le régime des importations et des exportations;
c) coordonner l'ensemble des relations économiques avec les autres pays et les organisations internationales.

Comité de la monnaie et du crédit

Ce Comité est présidé par le Sous-Secrétaire du Cabinet du Premier Ministre, et réunit les Sous-Secrétaires des ministères des Finances et du Commerce, le Gouverneur de la Banque Centrale et des hauts fonctionnaires de l'Office national de Planification. Il est chargé de:

a) coordonner les politiques menées dans le domaine de la monnaie et du crédit, en tenant dûment compte des objectifs fixés par le Plan et par les programmes annuels d'une part, et des considérations relatives à la balance des paiements d'autre part;
b) veiller à ce que les crédits accordés aux utilisateurs sont conformes aux principes généraux de la politique monétaire;
c) entreprendre des études sur les mesures de soutien des prix.

Office des investissements étrangers

Cet organe sera chargé de traiter les demandes d'investissements étrangers. Auparavant, cette tâche revenait à plusieurs organismes gouvernementaux (ministères des Finances, de l'Industrie et du Commerce, et Office national de Planification).

Office de promotion des investissements et des exportations

Sa principale tâche sera de simplifier les réglementations officielles concernant les incitations à l'investissement ainsi que les dispositions régissant les exportations. Cet organe remplace les nombreuses institutions dispersées qui se partageaient jusque-là la responsabilité de ces questions.

II Mesures touchant les prix

Le Comité du contrôle des prix, créé en 1978, est supprimé.

Politique de prix des Entreprises d'État

Les Entreprises Économiques d'État fixeront librement leurs prix à l'avenir et, à quelques exceptions près, ne recevront plus de subventions gouvernementales. Seuls les prix du charbon, de l'électricité destinée à la production de ferrochrome et d'aluminium, et le prix des engrais resteront soumis au contrôle des pouvoirs publics, ainsi que les tarifs des chemins de fer nationaux et des transports maritimes.

Nouveaux prix pratiqués par les Entreprises Économiques d'État

Dans le cadre du nouveau régime les concernant, bon nombre d'Entreprises d'État ont sensiblement relevé leurs prix:

	Pourcentage moyen d'augmentation
Fuel-oil	100
Carburant diesel	120
Essence	45
Gaz de pétrole liquéfié	60
Charbon	100
Lignite	100
Électricité	120
Engrais	400
Acier	75
Sucre	80
Ciment	55
Papier	300
Chemins de fer	100
Transports maritimes	100
Cigarettes et boissons	55
Services de postes et télécommunications (à l'exception des lettres)	75
Textiles	100

Taxes à l'exportation, soutien des prix et fonds de stabilisation

Une taxe spéciale sera perçue sur les produits agricoles de manière à supprimer l'écart entre les prix à l'exportation et les prix de soutien intérieurs. Un fonds spécial a été créé au sein de la Banque Centrale à cet effet. Le Comité de la monnaie et du crédit a été chargé de fixer les taux applicables à chaque produit. Le Fonds servira à subventionner les achats de facteurs de production essentiels à l'agriculture, à financer les investissements orientés vers l'exportation, et à couvrir les risques des exportateurs jusqu'à ce que soit institué un système d'assurance à l'exportation en bonne et due forme.

Pour l'année en cours, le montant des taxes a été fixé comme suit:

	Livres turques par kilogramme
Huile d'olive	25
Mohair	400
Pistaches	190-450
Figues	114
Raisins secs	60
Noisettes	150
Tabac	110
Coton	36-41
Blé	4.2
Filés de coton	40

III Mesures relatives au taux de change et aux échanges et paiements extérieurs

Taux de change

La livre turque a été dévaluée de 33 % par rapport au dollar, la nouvelle parité étant fixée à 70 livres turques pour un dollar (contre 47.1 précédemment). La pratique des taux multiples a été supprimée sauf pour les importations d'engrais et de pesticides agricoles pour lesquelles la parité retenue est de 55 livres turques pour un dollar.

Or

Les échanges d'or ont à nouveau été libéralisés. L'autorisation du ministère des Finances ne sera nécessaire que pour l'or à plus de 22 carats.

Devises convertibles

Les banques qui sont habilitées à détenir des devises peuvent conserver jusqu'à 80 % de leurs recettes en devises (contre 25 % seulement auparavant). Elles peuvent utiliser ces fonds pour financer des crédits d'acceptation ainsi que des importations de pétrole, de produits pétroliers, d'engrais et de matières premières destinées à la production de produits pharmaceutiques. L'allocation en devises attribuée aux touristes turcs qui se rendent à l'étranger a été portée de 300 à 500 dollars par an. Le plafond applicable aux voyages commerciaux a également été relevé. Dans le cadre du système des comptes de dépôt en livres turques convertibles, de nouvelles facilités sont offertes aux travailleurs émigrés, leur permettant d'obtenir des crédits en livres turques pour financer des logements ou des locaux industriels ou commerciaux. Les exportateurs sont autorisés à placer 5 % de leurs recettes d'exportation, ou 10 000 dollars (selon le chiffre le plus élevé) dans des banques étrangères. Les exportations de biens qui ne relèvent pas du système des prix de soutien échappent également à la réglementation concernant le rapatriement des devises si leur valeur n'excède pas 40 000 dollars.

Droits de douane

Les taxes à l'importation applicables aux matières premières et aux biens intermédiaires importés pour être incorporés à des produits turcs destinés à l'exportation ont été entièrement levées, sous réserve que les exportateurs utilisent les devises qu'ils détiennent en propre pour financer la transaction. Le droit de douane sur le papier journal est supprimé.

Promotion des exportations

Les procédures administratives auxquelles sont soumises les exportations seront simplifiées. Les exportations à crédit et le financement préalable des exportations seront encouragés. Les attributions de devises de la Banque Centrale seront destinées en priorité au financement des achats de matières premières nécessaires aux exportateurs. Les dépôts de garantie des importations effectués auprès de la Banque Centrale pourront être utilisés, à concurrence de 50 %, pour le financement de crédits aux industries exportatrices ou travaillant indirectement pour l'exportation.

Régime des importations pour 1980

Le nombre des produits portés sur la liste des produits libérés a été augmenté (après avoir été réduit l'année précédente). Les dispositions régissant les dépôts préalables à l'importation ont été assouplies.

Dépôts préalables	Pourcentage	
	Anciens taux	Nouveaux taux
Liste I des produits libérés		
Importateurs	40	30
Industriels	25	15
Liste II des produits libérés		
Importateurs	40	20
Industriels	25	10
Liste des produits contingentés		
Importateurs	10	20
Industriels	2.5	10
Importations du secteur public	—	10
Nouveaux dépôts obligatoires		
Crédits d'acceptation	—	1
Importations avec crédits documentaires et crédits fournisseurs	50	20

La répartition des contingents sera effectuée deux fois par an au lieu d'une. Les importations ne sont plus assujetties à un contrôle systématique des prix.

IV Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt de tous les crédits sont majorés de deux points. Le taux d'escompte de la Banque Centrale est également relevé (voir tableau 17).

V Réglementation des investissements étrangers

Conformément aux dispositions de la Loi 6224 sur les Investissements étrangers, toutes les demandes d'investissements étrangers seront à l'avenir évaluées et traitées par l'Office des investissements étrangers. Les investissements étrangers devront répondre aux critères suivants: favoriser le développement économique, concerner des domaines ouverts aux activités du secteur privé turc, et n'entraîner ni monopole ni privilèges spéciaux.

L'Office des investissements étrangers est habilité à délivrer des permis d'investir dans le cadre de son mandat si les conditions suivantes sont remplies:

a) la valeur de l'investissement fixe se situe entre 2 et 50 millions de dollars;
b) la part des capitaux étrangers est comprise entre 10 et 49 % du montant total de l'investissement;
c) le montant de la participation étrangère n'est pas inférieur à 1 million de dollars.

Les investissements d'un montant supérieur à 50 millions de dollars devront être approuvés par le Conseil des Ministres.

Les restrictions mentionées aux aliénas *(a)* et *(b)* et celles qui concernent les secteurs ouverts aux investissements étrangers ne s'appliquent pas aux investissements financés par des institutions internationales ou par des ressortissants de certains pays arabes déterminés, pas plus qu'aux investissements destinés à des équipements touristiques d'une certaine ampleur. En outre, si 25 % des fonds investis sont financés par des travailleurs turcs émigrés, la part du capital étranger peut dépasser le plafond de 49 %.

VI Politique de prospection pétrolière

La prospection pétrolière a été ouverte aux compagnies étrangères et aux compagnies turques privées. A dater du 1er janvier 1980, 65 % du pétrole produit doit être vendu en Turquie; les producteurs sont autorisés à exporter les 35 % restants. Les devises ainsi obtenues peuvent être utilisées pour tous les paiements en devises effectués conformément à la Loi sur le Pétrole.

Annexe II

CHRONOLOGIE ÉCONOMIQUE

1979

Janvier

Les touristes turcs ne sont plus autorisés à se rendre à l'étranger qu'une fois tous les trois ans (au lieu de tous les deux ans).

Adoption d'un nouveau décret régissant les activités à l'étranger des adjudicataires de marchés de travaux publics. Dorénavant les soumissions devront être garanties par un fonds auquel participent le Trésor Public et les banques commerciales.

Le régime des importations pour 1979 comporte les principales dispositions suivantes:

i) Environ 400 articles sont transférés de la Liste I des produits libérés à la Liste II qui nécessite une autorisation spéciale du gouvernement;
ii) La répartition des contingents s'effectuera une fois par an au lieu de deux;
iii) Les importations de fournitures industrielles nécessaires aux exportateurs peuvent être financées au moyen de crédits d'acceptation;
iv) Les taux des dépôts préalables à l'importation sont relevés comme suit:

	Pourcentage	
	Ancien taux	Nouveau taux
Liste I des produits libérés		
Importateurs	30	40
Industriels		25
Liste II des produits libérés		
Importateurs	15	40
Industriel		25
Liste des produits contingentés		
Importateurs	10	10
Industriels	2.5	2.5

Février

Modification des dispositions régissant les avoirs en devises des banques commerciales. Le montant maximum de ces avoirs est fixé à 25 millions de dollars pour chaque établissement. Les banques doivent transférer 25 % de leurs recettes en devises à la Banque Centrale et utiliser la moitié du solde pour financer des importations de pétrole, d'engrais et de matières premières spécifiques. L'autre moitié peut servir à rembourser des crédits d'acceptation arrivés à échéance.

Approbation par le Parlement du budget pour l'exercice 1979-80. Le montant total des crédits ouverts s'élève à 416.5 milliards de livres turques, soit une hausse de 49 % par rapport au budget de l'exercice précédent.

Mars

Le 21 mars, le gouvernement annonce l'adoption d'un « Programme de redressement économique » destiné à lutter plus efficacement contre l'inflation et à résoudre les problèmes de balance des paiements.

Fixation des objectifs de production et d'exportation assignés aux Entreprises Économiques d'État.

Relèvement des prix des biens produits par les Entreprises Économiques d'État:

	En pourcentage augmentation de prix
Papier journal	30
Fourrage	40
Cigarettes	50
Sucre	34
Charbon	40
Ciment	65
Produits sidérurgiques	45
Pétrole et produits pétroliers	80-110
Électricité	40

Des hausses de prix sont également annoncées pour certains biens produits par le secteur privé:

	Pourcentage
Boissons non alcoolisées	30
Margarine	30-40
Pneus	45
Véhicules automobiles	25

Avril

Adoption d'un nouveau décret autorisant les exportateurs de produits industriels et miniers à utiliser 50 % de leurs recettes en devises pour financer les importations dont ils ont besoin. Les adjudicataires de marchés publics employant des travailleurs turcs sur des chantiers à l'étranger doivent verser 50 % des salaires en livres turques.

A dater du 10 avril, les échanges d'or sont assujettis à l'autorisation du ministère des Finances.

A la même date, modification de la parité de la livre turque par rapport au dollar des États-Unis, fixée à 26.5 livres turques pour un dollar. Les envois de fonds des travailleurs émigrés, les recettes du tourisme et les recettes en devises non soumises à une obligation de transfert bénéficient d'une prime de 40 %. Cette prime est majorée de 10 livres turques jusqu'au 10 mai et de 5 livres turques jusqu'au 10 juin.

Le 13 avril, relèvement des taux d'intérêt applicables aux crédits et dépôts bancaires, du taux de réescompte de la Banque Centrale, du coefficient des réserves obligatoires et des taux d'intérêt différentiels (pour plus de détails, voir le tableau 17).

Augmentation du nombre de secteurs qui peuvent bénéficier des facilités offertes par le Fonds de bonification des taux d'intérêts et de bonifications d'intérêts. Plusieurs secteurs manufacturiers, notamment les industries de base, les industries lourdes et les industries orientées vers l'exportation, ainsi que les coopératives de producteurs, les associations de travailleurs et les projets d'investissement à long terme bénéficient de bonifications importantes sur les taux d'intérêts des prêts. Pour compenser cette augmentation, les contributions des banques commerciales au Fonds sont également relevées (voir tableau p. 41).

Annonce des prix de soutien du tournesol et du thé; les prix sont relevés de 41 % pour le tournesol et de 21 % pour le thé, et passent respectivement à 12 et 14.5 livres turques le kilo.

Mai

Le taux d'intérêt servi sur les obligations publiques exonérées d'impôts est porté de 14 à 18 %, et le plafond des taux d'intérêt servis sur les obligations du secteur privé est relevé de 4 points et fixé à 25 %.

Entrée en vigueur de nouvelles hausses de prix: le prix des tissus en laine est relevé de 80 % et les tarifs aériens intérieurs subissent une augmentation de 50 à 100 %.

Juin

Le prix de soutien du blé est relevé de 38 % et fixé à 4.5 livres turques le kilo.

Le 10 juin, dévaluation de la livre turque dont la parité est fixée à 47.1 livres turques pour un dollar des États-Unis. Pour les importations de pétrole, de produits pétroliers et d'engrais et pour les exportations de produits agricoles couverts par le système des prix de soutien, le taux de change est fixé à 35 livres turques pour un dollar des États-Unis.

	Taux de bonification (%)	
	Emprunteurs	Banques
1 Investissements couverts par le régime général d'incitation		
Investissements effectués par des secteurs particuliers	8	3
Investissements à long et moyen termes et crédits de fonctionnement accordés aux coopératives et aux sociétés ouvertes à la participation du public	5	2
Crédits d'investissement à long et moyen termes accordés aux régions prioritaires	6	3
Crédits d'investissement aux secteurs exportateurs	6	3
Crédits aux associations de travailleurs	3	1
2 Crédits à long et moyen termes		
Crédits de la Banque Agricole et la Banque Populaire	—	2
Crédits au logement accordés par la Banque Immobilière	—	2
Crédits aux municipalités	4	2
3 Crédits à court terme		
Crédits à l'exportation (en général)	6	1
Crédits accordés pour l'exportation de produits manufacturés	8	3
Crédits accordés par la Banque Agricole aux coopératives exerçant leurs activités dans les secteurs de la production animale, de la sylviculture, de l'industrie et de la pêche	5	—

Modification du régime des ristournes d'impôt à l'exportation. Le taux maximum est ramené à 20 % (contre 35 % auparavant).

Les augmentations de prix suivantes sont annoncées: essence, 25 à 30 %; fer, 30 à 50 %.

Août

Relèvement des prix de soutien de certains produits agricoles: figues: 22 livres turques (+ 109 %); noix: 37.5 livres turques (+ 60 %); raisins secs: 40 livres turques (+ 129 %). Le prix de soutien du tournesol, établi en mars, est relevé de 4 livres turques par kilo et passe à 16 livres turques (+ 33 %).

Le plafond de 50 % applicable aux recettes en devises des travailleurs employés à l'étranger par des adjudicataires de marchés publics turcs est ramené à 30 %.

Septembre

Modification de la Loi sur les banques. Le nombre d'actionnaires ne peut pas être inférieur à 100 et les actions doivent être nominatives (auparavant cette disposition ne s'appliquait qu'à 51 % des actions). Le capital libéré et les réserves obligatoires sont portés à 25 millions de livres turques (contre 2 millions de livres turques auparavant). Les banques ne sont plus autorisées à accorder de crédit d'un montant supérieur à 10 % du capital libéré. A titre exceptionnel, ce plafond peut être porté à 25 % pour les crédits accordés aux secteurs que le Plan définit comme prioritaires et à 30 % pour les crédits destinés à des régions sous-développées.

Les banques sont tenues de transférer à la Banque Centrale 50 % des recettes d'exportation provenant d'exportations de produits industriels et miniers, et 75 % de leurs autres recettes.

Les autorités annoncent une nouvelle augmentation de 5 livres turques par kilo du prix de soutien des raisins secs qui passe ainsi à 45 livres turques (+ 12.5 %), et de 0.8 livre turque par kilo du prix du blé qui passe à 5.3 livres turques (+ 17.8 %). Le prix de l'huile d'olive est fixé à 35 livres turques le kilo (soit 57 % d'augmentation) et le prix de soutien des pistaches à 150 livres turques le kilo (+ 173 %). Le prix des pneus de voitures est relevé de 50 % en moyenne.

Création d'un Fonds d'ajustement et de stabilisation des prix. Ce fonds sera alimenté par les recettes exceptionnelles résultant des modifications des prix officiels et servira à stabiliser les prix ainsi qu'à financer certains investissements.

Publication d'un décret prévoyant que les sociétés par actions et les sociétés à responsabilité limitée sont tenues de constituer des réserves obligatoires sous forme d'obligations publiques.

Le système de remise d'impôt à l'exportation est étendu aux adjudicataires de marchés publics.

Octobre

Augmentation du prix du charbon et du coke comprise entre 50 et 180 %.

Novembre

A la suite du changement de gouvernement, abrogation du décret publié en mars qui fixait les objectifs de production et d'exportation assignés aux Entreprises Économiques d'État, et suspension du décret prévoyant que les sociétés devaient détenir des réserves obligatoires sous forme d'obligations publiques.

Décembre

Relèvement de 100 % du prix officiel de la margarine; suppression du prix de soutien de l'huile d'olive. Relèvement de 75 % en moyenne des prix du ciment.

Suppression du monopole accordé aux entreprises d'État pour l'importation des produits sidérurgiques, des produits pétro-chimiques et des textiles.

1980

Janvier

Le taux des droits de douane applicables aux engrais et aux moyens de production nécessaires à la fabrication des engrais est ramené de 1 % à zéro.

Le gouvernement reporte l'application de la réduction prévue de 10 % des droits de douane applicable aux importations en provenance de la CEE.

Le 25 janvier, annonce d'un nouveau programme économique (voir annexe I).

Février

Approbation par le Parlement du budget pour l'exercice 1980-81. Le montant global des crédits ouverts (770 milliards de livres turques) est en augmentation de 85 % par rapport au budget voté par le Parlement pour l'exercice 1979-80.

Suppression des contrôles de prix sur les exportations.

Relèvement compris entre 80 et 100 % des plafonds fixés aux crédits de la Banque Agricole.

Le prix de soutien du tabac est fixé à 130 livres turques le kilo (soit + 70 %).

Mars

Vote par le Parlement d'une loi exemptant de service militaire les travailleurs turcs émigrés sous réserve du paiement en devises d'une somme équivalant à 440 000 livres turques.

Avril

Le 2 avril, dévaluation de la livre turque par rapport au dollar des États-Unis. La nouvelle parité est de 73.7 livres turques (contre 70 LT précédemment) pour 1 dollar. Les autres cours bilatéraux sont également réalignés.

ANNEXE STATISTIQUE

Signes conventionnels

p	provisoires
..	données non disponibles
—	nul ou négligeable
0	moins de la moitié du dernier chiffre utilisé
.	sépare les unités des fractions décimales

Tableau A **Produit national**
Milliards de livres turques

		Aux prix courants									
		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979p
1	Agriculture, sylviculture, pêche	38.4	49.6	59.2	73.2	105.5	136.1	176.3	219.8	302.5	443.0
2	Industrie	25.1	33.2	40.7	53.4	76.7	93.5	115.0	158.0	273.4	480.1
3	Construction	9.5	10.0	12.3	14.8	18.8	24.6	31.0	42.1	64.0	97.8
4	Commerce de gros et de détail	15.9	21.0	26.6	35.1	52.3	64.8	81.1	107.0	165.9	268.9
5	Transports et communications	11.6	14.8	18.0	25.3	35.5	43.3	54.5	72.2	110.1	181.8
6	Etablissements financiers	3.0	3.4	4.5	6.6	10.1	12.6	16.8	20.2	25.9	39.3
7	Propriétés immobilières	6.7	7.7	8.9	10.9	13.3	17.9	21.9	31.6	51.6	84.7
8	Professions libérales et services du secteur privé	6.9	8.8	10.8	14.1	19.3	25.0	31.6	41.0	62.9	101.6
9	Administrations publiques, santé, enseignement	14.1	19.4	25.6	32.3	38.2	50.5	66.5	101.5	133.1	235.2
10	*Produit intérieur brut au coût des facteurs*	131.1	168.0	206.5	265.7	369.8	468.4	594.7	793.5	1 189.3	1 932.6
11	Revenus nets en provenance du reste du monde	2.3	5.5	8.7	14.3	17.4	16.6	11.0	9.9	15.9	48.2
12	Impôts indirects	15.9	20.9	27.3	31.8	42.1	53.3	69.3	79.5	102.2	151.2
13	Subventions	−1.6	−1.7	−1.7	−1.9	−2.2	−2.5	−5.0	−12.6	−17.5	−28.3
14	*Produit national brut aux prix du marché*	147.8	192.6	240.8	309.8	427.1	535.8	670.0	870.2	1 290.0	2 103.5

		Aux prix de 1968									
		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979p
1	Agriculture, sylviculture, pêche	32.0	36.2	36.1	32.4	35.8	39.7	42.7	42.2	43.4	44.2
2	Industrie	22.7	24.6	27.1	30.2	32.7	35.6	39.3	44.3	46.0	44.7
3	Construction	8.2	7.8	8.3	9.0	9.5	10.3	11.2	11.8	12.3	12.6
4	Commerce de gros et de détail	13.4	15.1	17.0	18.9	21.0	23.0	25.2	26.4	27.4	27.4
5	Transports et communications	10.4	11.3	12.4	13.9	15.1	16.3	17.8	19.2	19.5	19.8
6	Etablissements financiers	2.6	2.8	3.0	3.3	3.6	3.9	4.2	4.6	4.8	5.1
7	Propriétés immobilières	5.7	5.9	6.2	6.6	7.0	7.5	8.0	8.6	9.2	9.8
8	Professions libérales et services du secteur privé	5.8	6.3	6.7	7.0	7.6	8.3	9.0	9.2	9.5	9.5
9	Administrations publiques, santé, enseignement	11.5	12.2	12.9	13.7	14.6	15.5	16.5	17.5	18.6	19.4
10	*Produit intérieur brut au coût des facteurs*	112.3	122.3	129.7	135.0	146.9	159.9	173.9	183.8	190.7	192.4
11	Revenus nets en provenance du reste du monde	1.5	3.0	4.4	6.0	4.8	3.6	2.5	1.8	1.9	3.5
12	Impôts indirects	13.0	13.9	15.3	16.4	17.5	19.0	20.6	21.5	21.1	21.5
13	Subventions	−1.3	−1.0	−0.9	−1.0	−1.1	−1.1	−1.7	−4.0	−4.4	−4.6
14	*Produit national brut aux prix du marché*	125.4	138.2	148.5	156.5	168.0	181.4	195.3	203.1	209.3	212.9

Note : Les frais bancaires imputés à chaque secteur sont exclus.
Source : Institut national des Statistiques.

Tableau B **Utilisation du produit national**
Milliards de livres turques

	Aux prix courants									
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976[p]	1977[p]	1978[p]	1979[p]
Produit national brut	147.8	192.6	240.8	309.8	427.1	535.8	670.0	870.2	1 290.0	2 103.5
Déficit extérieur	1.6	1.8	0.7	−7.2	20.7	25.5	38.0	61.1	34.8	42.1
Total des ressources	149.4	194.4	241.5	302.6	447.8	561.3	708.0	931.3	1 324.8	2 145.6
Utilisation des ressources :										
Investissement	28.9	33.3	41.0	55.2	91.7	120.0	162.6	219.6	290.8	430.4
Formation de capital fixe	27.1	31.7	40.4	52.8	76.1	101.8	152.6	199.7	261.1	380.3
Secteur public	14.4	16.2	20.2	25.1	36.8	53.8	80.0	107.7	135.0	203.8
Secteur privé	12.7	15.5	20.2	27.7	39.3	48.0	72.6	92.0	126.1	176.5
Variation des stocks	1.8	1.6	0.6	2.4	15.6	18.2	10.0	19.9	29.7	50.1
Consommation	120.5	161.1	200.5	247.4	356.1	441.3	545.4	711.7	1 034.0	1 715.2
Secteur public	18.7	25.1	31.9	42.6	46.5	63.4	84.6	120.0	162.0	258.0
Secteur privé	101.8	136.0	168.6	204.8	309.6	377.9	460.8	591.7	872.0	1 457.2
	Aux prix de 1968									
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976[p]	1977[p]	1978[p]	1979[p]
Produit national brut	125.4	138.2	148.5	156.5	168.0	181.4	195.3	203.1	209.3	212.9
Déficit extérieur	1.4	−0.3	−0.8	−1.5	1.6	4.1	5.2	9.6	1.0	−0.5
Total des ressources	126.8	137.9	147.7	155.0	169.6	185.5	200.5	212.7	210.3	212.4
Utilisation des ressources :										
Investissement	25.1	23.5	25.8	30.5	36.1	41.2	43.1	47.9	43.5	40.6
Formation de capital fixe	23.5	22.3	25.6	28.5	29.1	34.0	39.3	42.2	37.6	34.3
Secteur public	12.6	11.5	13.1	14.2	14.3	18.5	21.7	24.6	21.2	20.1
Secteur privé	10.9	10.8	12.5	14.3	14.8	15.5	17.6	17.6	16.4	14.2
Variation des stocks	1.6	1.2	0.2	2.0	7.0	7.2	3.8	5.7	5.9	6.3
Consommation	101.7	114.4	121.9	124.5	133.5	144.3	157.4	164.8	166.8	171.8
Secteur public	15.5	16.5	17.7	19.2	20.1	22.4	26.0	30.1	29.1	28.6
Secteur privé	86.2	97.9	104.2	105.3	113.4	121.9	131.4	134.7	137.7	143.2

Sources : Institut national des Statistiques, Office national de Planification, estimations du Secrétariat.

Tableau C **Origine et utilisation des ressources**

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979[p]
	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente									
Valeur ajoutée brute :										
Agriculture, sylviculture et pêche	4.1	13.1	−0.3	−10.3	10.5	10.9	7.6	−1.2	2.8	1.8
Industrie	3.1	8.4	10.2	11.4	8.3	8.9	10.4	12.7	3.8	−2.8
Industries extractives	−5.8	9.4	2.8	4.8	21.4	11.8	7.0	53.3	10.3	−3.5
Industries manufacturières	2.2	8.4	10.8	12.1	6.9	8.1	10.0	8.1	2.6	−3.6
Energie	−0.1	12.4	9.0	9.1	11.8	17.1	18.4	22.6	5.6	4.6
Construction	8.3	−4.9	6.4	8.4	5.6	8.4	8.7	5.4	4.2	2.4
Commerce de gros et de détail	4.5	12.7	12.6	11.2	11.1	9.5	9.6	4.8	3.8	0.0
Transports et communications	6.7	8.7	9.7	12.1	8.6	7.9	9.2	7.9	1.6	1.5
Etablissements financiers	8.1	7.7	7.1	10.0	9.1	8.3	7.7	9.5	4.3	6.3
Professions libérales et services du secteur privé	6.1	3.5	5.1	6.5	6.1	7.1	6.7	7.5	7.0	6.5
Propriétés immobilières	4.9	8.6	6.3	4.5	8.6	9.2	8.4	2.2	3.3	0.0
Administrations publiques, santé et enseignement	7.9	6.1	5.7	6.2	6.6	6.2	6.5	6.1	6.3	4.3
Produit intérieur brut au coût des facteurs	5.1	8.9	6.1	4.1	8.8	8.8	8.8	5.7	3.8	0.9
Revenu net en provenance du reste du monde	345.9	100.0	46.7	36.4	−20.0	−25.0	−30.6	−28.0	5.6	84.2
Impôts indirects	2.5	6.9	10.1	7.2	6.7	8.6	8.4	4.4	−1.9	1.9
Subventions	14.7	−23.1	−10.0	11.1	10.0	0.0	54.5	135.3	10.0	4.5
Produit national brut aux prix du marché	5.7	10.2	7.5	5.4	7.3	8.0	7.7	4.0	3.1	1.7
Utilisation des ressources :										
Produit national brut	5.7	10.2	7.5	5.4	7.3	8.0	7.7	4.0	3.1	1.7
Déficit extérieur	0.8[1]	−0.2[1]	0.7[1]	0.6[1]	1.3[1]	0.8[1]	0.0[1]	1.9[1]	−4.2[1]	0.0[1]
Total des ressources	5.6	8.8	7.1	4.9	9.4	9.4	8.1	6.1	−1.1	1.0
Investissement	20.6	−6.4	9.8	18.2	18.4	14.1	4.6	11.1	−9.2	−6.7
Formation de capital fixe	13.5	−5.1	11.8	11.3	2.1	16.8	15.6	7.4	−10.9	−8.8
Secteur public	12.5	−8.7	13.9	8.4	0.7	29.4	17.3	13.4	−13.8	−5.2
Secteur privé	14.7	−0.9	15.7	14.4	3.5	4.7	13.5	0.0	−6.8	−13.4
Variation des stocks	1.3[1]	−0.3[1]	−0.7[1]	1.3[1]	3.3[1]	0.1[1]	−1.9[1]	1.0[1]	0.1[1]	0.2[1]
Consommation	2.4	12.5	6.6	2.1	7.2	8.1	9.1	4.7	1.2	3.0
Secteur public	3.3	6.5	7.3	8.5	4.7	11.4	16.1	15.8	−3.3	−1.7
Secteur privé	2.3	13.6	6.4	1.1	7.7	7.5	7.8	2.5	2.2	4.0

1 En pourcentage du PNB.
Source : Tableaux A et B.

Tableau D **Production agricole**

	Unité	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979[p]
Céréales :	1 000 t										
Blé		10 000	13 500	12 200	10 000	11 000	14 750	16 500	16 650	16 700	16 150
Orge		3 250	4 170	3 725	2 900	3 330	4 500	4 900	4 750	4 750	4 500
Maïs		1 040	1 135	1 030	1 100	1 200	1 200	1 310	1 265	1 300	1 310
Seigle		630	895	755	690	560	750	740	690	620	600
Autres		963	1 099	928	913	877	911	905	857	867	817
Légumes		562	619	665	589	665	675	752	813	729	750
Pommes de terre		1 915	2 100	2 200	2 200	2 275	2 490	2 850	2 800	2 750	2 760
Betteraves sucrières		4 253	5 956	5 896	5 095	5 707	6 949	9 406	8 995	8 837	9 500
Tabac		150	174	180	150	203	200	324	248	297[p]	285
Coton		400	522	543	512	598	480	470	575	475[p]	470
Graines oléagineuses		1 121	1 427	1 535	1 479	1 470	1 354	1 430	1 517	1 374	1 464
Laine		47	47	58	61	76	78	54	55	57	..
Fruits :											
Raisins		3 850	3 853	3 434	3 344	3 347	3 247	3 080	3 180	3 496	3 100
Figues		214	195	216	190	156	175	188	175	185	185
Noisettes		255	166	190	251	244	317	245	290	310	300
Agrumes		656	694	728	691	900	958	975	1 147	1 081	1 112
Cheptel :	Milliers										
Bovins (y compris les buffles)		13 873	13 679	14 084	14 259	14 410	14 802	15 158	15 552	15 964	..
Ovins et caprins		55 954	55 623	57 269	58 793	59 285	60 129	60 012	60 984	62 389	..
Volaille		34 289	36 690	38 530	40 677	41 006	41 736	48 203	50 964	54 711	..

Note : Les chiffres concernant 1979 sont des estimations.
Source : Institut national des Statistiques, Résumé des statistiques agricoles de 1978.

Tableau E **Production industrielle**

	Unité	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979[p]
Production minérale, pétrolière et énergétique :											
Principaux produits :	10 000 t										
Houille		760	785	786	784	851	810	807	804	775[p]	731
Lignite (produit brut)		925	724	716	754	767	843	991	939	1 145[p]	1 335
Minerai de chrome		75	91	65	23	24	25	28	27	24	21
Minerai de fer		308	216	207	212	224	224	274	194	235[p]	292
Cuivre		2	2	2	3	3	3	3	3	3	2
Pétrole brut		354	345	339	351	330	310	257	271	273	285
Produits pétroliers		685	839	1 023	1 234	1 239	1 192	1 189	1 322	1 141	1 035
Electricité	Milliards de kWh	9	10	11	12	14	16	18	21	22	23
Production manufacturière :											
Principaux produits :	1 000 t										
Fonte[1]		132	129	124	133	126	160	473	368	258	327
Lingots d'acier[1]		1 312	1 122	1 422	1 163	1 458	1 457	1 457	1 397	1 628	1 789
Tôles et tubes[2]		427	403	381	311	401	259	287	377	360	290
Ciment		6 374	7 553	8 423	8 946	8 939	10 855	12 342	13 833	15 344	13 784
Coke		1 530	1 445	1 450	1 432	1 396	1 401	1 821	1 751	1 865	2 096
Superphosphates[3]		350	450	616	479	586[4]	962[4]	854[4]	916[4]	820[4]	952
Verre		80	61	82	108	123	126	135	179	130	171
Papier et carton		118	194	259	304	321	328	337	363	326	301
Sucre		518	724	794	724	758	806	982	1 080	1 090	797[5]
Huile d'olive		165	52	149	57	150	94	178	75	23	18[6]
Fils de laine et de coton	Millions de mètres	50	52	56	55	53	47	50	42	42	48
Tissus de laine et de coton		224	236	229	223	216	219	212	185	215	229

1 Production des industries sidérurgiques de Eregli, Iskenderun et Karabük.
2 Production des industries sidérurgiques de Eregli et Karabük.
3 Production des Industries Turques de Nitrogène, des Usines Turques d'Engrais et des usines sidérurgiques de Karabük.
4 Production des Industries Turques de Nitrogène et des industries sidérurgiques de Karabük.
5 11 mois de production.
6 9 mois de production.
Source : Institut national des Statistiques.

Tableau F **Prix**

Indices, 1963 = 100 (moyennes annuelles)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Prix de gros :										
Total	146	169	199	240	312	343	397	492	742	1 203
Produits alimentaires et aliments du bétail	141	161	185	225	305	358	412	506	725	1 064
Céréales	131	141	156	200	318	337	365	430	545	776
Cheptel	179	255	327	348	371	442	621	891	1 313	1 832
Produits animaux	150	172	190	226	297	431	452	577	957	1 440
Matières premières industrielles et demi-produits	154	182	222	265	322	319	372	470	770	1 433
Combustibles	179	216	293	327	356	378	393	457	960	1 642
Minéraux	156	184	194	201	301	305	319	386	645	1 350
Matériaux de construction	151	166	187	208	253	275	383	642	969	1 471
Textiles	124	158	190	276	341	300	398	490	661	1 177
Coût de la vie :										
Ankara, total	148	181	208	241	278	331	386	473	724	1 158
Istanbul, total	156	185	214	244	302	366	430	541	876	1 409
Alimentation	158	183	212	243	297	378	458	565	864	1 308
Chauffage et éclairage	127	180	242	268	339	374	411	610	1 100	2 125
Habillement	153	182	199	238	309	323	341	453	775	1 493
Divers	162	204	229	245	307	352	371	495	958	1 586

Source : Indicateurs économiques mensuels.

Tableau G **Importations par catégorie de produits**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
I *Produits agricoles et cheptel*	35	64	306	202	77	112	50	36
II *Industries extractives*	143	222	748	794	1 087	1 263	1 134	1 068
Pétrole brut	125	201	694	718	1 002	1 152	1 044	962
Autres produits	18	21	54	76	85	110	90	106
III *Produits industriels*	1 346	1 800	2 665	3 643	3 829	4 321	3 295	3 842
Produits transformés à base de produits agricoles	32	9	150	227	147	58	50	115
Produits pétroliers	30	21	58	88	104	284	352	750
Produits industriels	1 284	1 770	2 458	3 329	3 578	3 978	2 893	2 977
Produits chimiques	307	426	338	531	554	555	476	524
Engrais			100	48	98	214	283	356
Caoutchouc et matières plastiques			135	176	183	266	154	145
Cuirs et peaux	0	0	1	1	0	0	0	0
Produits forestiers	2	2	1	2	2	2	2	1
Textiles	39	40	46	66	58	51	50	46
Verre et céramiques	20	21	21	26	25	25	18	28
Produits sidérurgiques	148	248	531	679	546	690	408	345
Métaux non-ferreux	42	67	131	102	89	97	42	55
Produits métalliques	402	516	14	15	27	15	20	14
Machines			637	984	1 070	1 060	761	903
Appareils électriques	123	146	174	273	274	291	218	251
Véhicules automobiles	179	234	246	332	518	572	378	221
Autres produits industriels	22	6	82	93	134	141	83	88
IV *Importations avec dérogations*	39	50	58	99	136	102	120	123
Total	1 563	2 086	3 777	4 738	5 129	5 797	4 599	5 069

Source : Office national de Planification.

Tableau H **Exportations par catégorie de produits**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
I *Produits agricoles*	440	487	607	832	852	793	1 255	1 041	1 543	1 344
a) Céréales	10	14	36	64	27	28	70	120	262	169
b) Fruits et légumes	138	145	197	259	294	275	375	440	561	648
Noisettes	87	84	117	122	173	154	203	251	331	353
Fruits secs	36	39	47	83	68	76	68	100	145	166
Agrumes	8	18	18	26	26	29	87	77	44	53
Divers	7	4	16	29	27	17	17	12	41	75
c) Produits industriels et forestiers	259	289	338	457	460	435	734	432	618	448
Coton	173	193	191	306	244	230	438	210	348	228
Tabac	79	86	131	133	205	183	251	176	225	177
Divers	7	10	15	18	11	21	45	46	44	43
d) Animaux vivants et produits de la mer	34	40	36	52	71	55	75	49	102	84
II *Minerais et produits d'extraction*	39	40	35	42	80	106	110	126	124	133
III *Produits transformés et manufacturés*	109	149	243	443	600	503	596	586	621	785
a) Produits agricoles transformés	42	54	87	149	130	129	98	136	110	151
Huile d'olive	0	1	3	48	15	18	3	35	..	..
Sucre	4	3	24	1	—	—	5	7	—	—
Produits alimentaires et boissons	38	50	61	100	115	111	90	94	..	..
b) Produits manufacturés	68	95	155	294	470	374	497	450	511	634
Textiles et habillement	26	38	52	106	147	128	263	260	309	378
Cuirs et peaux	5	11	22	45	75	65	50	52	40	44
Produits forestiers	3	5	5	8	24	2	7	1	1	1
Produits chimiques	7	10	11	18	37	33	47	34	24	24
Produits en caoutchouc et en matière plastique	2	1	1	1	1	5	3	3	2	3
Produits pétroliers	1	3	23	49	86	36	16	—	—	—
Verre et céramique	1	3	4	7	12	18	20	27	30	37
Ciment	3	9	15	15	8	24	16	9	41	45
Produits de la sidérurgie	0	0	2	2	1	20	22	14	21	31
Produits de l'industrie des métaux non-ferreux	15	9	11	22	40	21	17	20	12	15
Produits métalliques et machines	2	2	4	9	16	18	16	14	18	18
Appareils et produits électriques	0	1	1	2	1	1	2	3	4	5
Divers	4	6	5	11	22	4	34	12	10	34
TOTAL	589	677	885	1 317	1 532	1 401	1 960	1 753	2 288	2 261

Source : Office national de Planification.

Tableau I **Balance des paiements**
Millions de dollars des Etats-Unis

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979p
I	*Balance commerciale*	−360	−494	−678	−769	−2 245	−3 337	−3 169	−4 044	−2 311	−2 808
	Exportations	588	677	885	1 317	1 401	1 401	1 960	1 753	2 288	2 261
	Importations	948	−1 171	1 563	2 086	3 777	4 738	5 129	5 797	4 599	5 069
II	*Balance des services, net*	188	372	670	1 253	1 525	1 458	868	618	792	1 459
	Envois de fonds des travailleurs émigrés	273	471	740	1 183	1 426	1 312	982	982	983	1 694
	Paiements d'intérêts	−48	−60	−62	−59	−103	−124	−217	−360	−489	−629
	Transferts de bénéfices	−33	−36	−35	−35	−71	−36	−83	−116	−47	−42
	Tourisme, net	4	21	44	78	42	46	−27	−65	145	186
	Divers, net	−8	−24	−17	86	231	260	213	177	200	250
III	*Balance des opérations courantes*	−172	−122	−8	484	−720	−1 879	−2 301	−3 426	−1 519	−1 349
IV	*Remboursement du principal de la dette extérieure*	−146	−125	−130	−77	−156	−147	−119	−214	−451	−715
V	*Opérations en capital non monétaire*	512	472	450	510	415	725	654	1 732	1 635	1 100
	Secteur privé	92	72	82	129	146	403	263	1 229	780	−191
	Importations avec dérogations	34	27	39	50	58	99	136	102	120	123
	Investissements directs	58	45	43	79	33	55	27	67	47	87
	Crédits commerciaux	..	..	..	..	55	249	100	1 060	613	−401
	Secteur public	420	400	368	381	269	322	391	503	855	1 291
	Crédits aux projets	179	219	244	328	237	287	385	499	450	356
	Crédits aux programmes et allégements de dette	158	126	108	53	32	35	6	4	405	935
	Excédents agricoles	83	55	16	—	—	—	—	—	—	—
VI	*Balance globale*	194	225	312	917	−461	−1 301	−1 766	−1 908	−335	−964
VII	*Erreurs et omissions*	−24	121	−295	35	22	25	−15	−220	−536	710
VIII	*Mouvements monétaires*	−170	−346	−17	−952	483	1 326	1 781	2 128	871	254
	Variation des réserves	−236	−345	−235	−728	431	417	112	560	−148	37
	FMI	66	−1	−116	—	−8	301	149	14	175	30
	Variation des autres engagements	..	..	334	−224	60	608	1 520	1 554	844	187

Source : Ministère des Finances.

Tableau J **Secteur monétaire et bancaire**
Millions de livres turques, fin de période

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Monnaie										
Masse monétaire, total	35 268	43 587	53 253	70 528	90 045	118 470	151 505	210 642	289 257	443 920
Billets et pièces	11 850	13 917	15 978	20 700	26 151	32 905	42 466	62 953	93 817	142 598
Dépôts commerciaux à vue	6 599	8 754	12 346	16 772	24 063	32 795	45 444	63 816	90 093	147 415
Dépôts d'épargne à vue	16 819	20 916	24 929	33 056	39 831	52 770	63 595	83 873	105 347	142 019
Quasi-monnaie, total	15 141	21 134	27 681	32 967	38 068	49 495	59 314	72 126	103 736	..
Dépôts à vue du secteur public	3 031	4 748	6 524	8 999	9 536	13 547	15 799	21 197	25 695	..
Dépôts à terme du secteur privé	9 805	14 108	19 640	22 307	27 070	33 962	38 474	45 164	62 257	..
Dépôts à la Banque Centrale	2 305	2 278	1 517	1 661	1 462	1 986	5 041	5 765	15 784	..
Banque Centrale										
Dépôts, total	7 712	11 016	16 663	20 955	26 120	36 927	44 738	62 937	99 485	139 915
Dépôts publics	729	912	1 335	1 424	1 210	1 680	2 274	3 035	2 726	7 113
Contrepartie de l'aide	5	4	5	4	4	4	7	7	7	7
FMI	1 416	1 228	28	26	23	23	2 380	2 380	12 552	12 911
Banques	5 399	8 688	14 701	18 552	23 226	34 241	39 230	56 383	79 680	107 296
Divers	163	184	595	949	1 656	979	847	1 132	4 520	12 588
Prêts, total	14 565	16 273	19 534	27 886	52 592	66 198	110 621	189 699	241 886	371 169
Trésor	4 359	6 088	7 469	7 844	12 484	16 761	21 739	45 178	56 639	86 735
Entreprises économiques et monopoles d'Etat	3 729	5 707	6 236	6 383	17 816	21 056	40 089	59 945	84 815	179 890
Fonds de liquidation des banques	322	292	263	235	208	168	105	19	—	—
Secteur privé	6 155	4 186	5 566	13 424	22 084	22 163	34 047	56 635	68 157	104 544
Banque Nationale d'Investissement	—	—	—	—	—	6 050	14 641	27 922	32 275	37 941
Banques										
Dépôts, total	36 246	48 476	62 994	80 392	99 068	132 374	162 845	213 261	283 371	426 548
Secteur public	3 933	5 785	7 913	10 498	11 628	17 134	20 079	26 080	35 348	..
Secteur privé	32 313	42 691	55 081	69 894	87 440	115 240	142 766	187 181	240 023	..
Prêts, total	37 005	42 834	55 993	75 068	95 749	138 953	183 762	231 476	294 365	422 487
Secteur public	3 209	4 234	5 124	7 881	9 225	15 053	19 132	21 561	27 282	..
Secteur privé	33 796	38 600	50 869	67 187	86 524	123 900	164 630	209 915	267 083	..
Total des prêts du secteur bancaire										
Prêts bruts, total	51 570	59 107	75 527	102 954	141 565	193 709	280 586	406 848	517 935	793 656
Au secteur privé	11 619	16 321	19 092	22 343	32 957	47 647	81 909	141 883	183 964	..
Au secteur public	39 951	42 786	56 435	80 611	108 608	146 062	198 677	264 965	333 971	..
Moins : Avances de la Banque Centrale aux banques	−6 300	−4 434	−5 993	−14 119	−23 178	−22 226	−34 927	−55 796	−67 046	−119 156
Prêts nets	45 270	54 673	69 534	88 835	118 387	171 483	245 659	351 052	450 889	674 500

Source : Banque Centrale de Turquie.

Tableau K **Entreprises Economiques d'Etat**

Ressources propres disponibles pour le financement des investissements[1]. Millions de livres turques[1].

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Sümerbank	−4	−345	—	+32	−46	+6	−12	+599	−781
Etibank	+210	+61	+304	−256	−1 567	−1 418	−1 652	−375	−5 649
Charbonnages	−336	+185	−657	−1 137	−2 074	−3 442	−8 077	−7 489	−12 823
Sidérurgie	+366	−366	−142	−1 143	−309	−884	+403	−4 620	−2 139
Ciment	−102	−153	−75	−65	−17	−178	+321	−472	−513
Office de l'azote	−267	−261	−113	−240	+59	+212	−167	−1 179	−1 369
Chimie	−115	−239	+50	−117	—	+6	−11	−67	−2 439
Papier	−54	−41	−17	−173	+83	−772	−946	+629	−5 897
Pétrole	+578	+458	−31	+614	+1 698	+1 876	+3 355	+666	−11 280
Sucre	+74	+63	+114	−986	+205	+479	−1 547	−1 537	−8 282
Turkish Airlines	−33	+2	+148	−188	+31	−275	−258	−21	−260
Banque maritime	−271	+239	−192	−15	−490	+1 061	−1 699	−1 081	−3 088
Transports maritimes	−68	+15	−66	−48	+54	−363	−12	−518	−2 495
Chemins de fer	−838	−1 582	−623	−1 241	−1 344	−1 895	−1 410	−3 212	−12 334
PTT	+44	+151	+292	+260	−527	−761	−1 139	+1 191	−2 443
Office des produits du sol	+7	−36	+14	+21	+37	+106	+659	+805	−5 415
Viande et poissons	−3	+10	−168	−72	−88	−614	−268	−254	+650
Office pétrolier	−29	−391	−151	−251	−113	−352	−852	−84	−1 160
Equipement agricole	+6	+10	−23	−992	+97	−3 890	−1 526	−2 082	−23 420
Industrie laitière	−28	−36	−46	+5	−16	+45	+215	−146	−93
Banque du Tourisme	−11	−270	−88	+10	−40	+166	−254	−156	−451
Radiodiffusion-télévision	−15	+46	+27	−178	+313	+283	+30	+89	−35
Pétrochimie	+151	+129	+79	+136	+120	−352	+246	+1 417	+1 486
Divers	+402	+793	−241	+173	−550	−921	−1 783	+2 596	+1 542
Total des EEE productives	−337	−1 528	−1 605	−5 851	−4 484	−11 877	−16 384	−15 301	−98 688
Banque provinciale	+185	+50	+106	+516	—	—	—	—	—
Banque agricole	+6	+47	+86	+34	+60	+53	+109	+87	+70
Banque immobilière	−7	+3	−13	+10	+4	−176	−38	−49	−9
Banque des fondations religieuses	—	—	−29	—	—	—	—	—	—
Caisse de sécurité sociale	+102	+97	+85	+59	+126	+77	+57	+113	+294
Caisse des retraites	+19	+27	+46	+22	+54	+72	+139	+131	+74
Banque Nationale d'Investissement	+5	+6	—	—	—	—	—	—	—
Divers	−15	−16	+6	−2	−69	−270	−134	−71	−417
Total des EEE financières	+294	+665	+287	+639	+175	−244	+133	+211	+12
Total général	−43	−862	−1 318	−5 212	−4 309	−12 121	−16 251	−15 090	−98 676

1 Résultat net des opérations financières des différentes EEE, y compris les emprunts à court et moyen terme et leurs remboursements, mais non compris les transferts du budget public, les prêts de la Banque Nationale d'Investissement et les crédits étrangers affectés à des projets.

Source : Ministère des Finances.

Tableau L **Financement des Entreprises Economiques d'Etat**
Millions de livres turques aux prix courants

		1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979 programme
1	*Bénéfices bruts courants avant impôt*	−617	812	1 451	361	838	−2 250	−6 703	−8 862	−13 233	−1 637
2	*Autres ressources financières*	10 013	16 316	14 431	18 919	34 569	41 366	50 056	80 998	164 548	127 895
3	Amortissements	1 456	1 802	2 454	4 743	4 240	4 592	6 224	12 007	20 139	15 348
4	Recettes à recouvrer	1 025	780	1 917	747	656	3 965	772	8 534	8 685	26 687
5	Diminution des stocks	138	148	371	1 166	142	1 109	—	189	3 540	646
6	Emprunts à court terme	3 151	5 284	6 965	5 770	14 039	21 275	24 103	31 388	97 516	26 357
7	Diminution de l'encaisse	395	177	616	659	498	419	157	1 690	1 500	1 474
8	Autres ressources	3 848	8 125	2 108	5 834	14 994	10 006	18 800	27 190	33 168	57 383
9	*Total des ressources* (1 + 2)	9 396	17 128	15 882	19 280	35 407	39 116	43 353	72 136	151 315	126 258
10	*Dépenses*	10 502	17 465	17 409	20 885	40 531	43 760	55 801	84 700	177 602	183 521
11	Impôts directs	354	242	576	684	618	1 649	1 901	2 330	1 847	3 815
12	Paiements à la Banque Nationale d'Investissement	1 007	1 638	2 043	1 464	1 800	1 753	1 933	7 213	34 469	9 436
13	Remboursement au Fonds de compensation des changes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Dettes extérieures	297	843	545	769	1 200	—	—	—	4 657	4 902
15	Dettes consolidées	89	—	—	—	—	8 147	4 620	8 874	—	—
16	Augmentation de l'encaisse	491	1 319	1 059	627	802	1 589	2 026	2 830	2 632	473
17	Augmentation des stocks	1 593	3 845	2 066	2 879	10 231	13 143	15 072	16 984	23 672	—
18	Autres paiements	4 776	8 096	5 631	10 920	20 169	17 479	30 249	46 469	110 325	164 895
19	Remboursements de dettes à courts terme	1 895	2 482	5 489	3 542	5 711	—	—	—	—	—
20	*Ressources disponibles nettes* (9 + 10)	−1 106	−337	−1 527	−1 605	−5 214	−4 644	−12 448	−12 564	−26 287	−57 263
21	*Besoins d'investissement*	5 661	6 659	9 981	12 569	17 112	25 909	35 238	45 750	59 972	97 384
22	*Besoins de financement globaux*	6 767	6 996	11 508	14 174	22 326	30 553	47 786	58 314	86 259	154 647
	Financés par :										
23	Crédits de la Banque Nationale d'Investissement	2 541	1 402	2 205	4 574	5 670	6 968	11 741	10 278	9 139	13 790
24	Contribution du budget général	1 619	3 528	6 699	6 059	7 176	10 346	16 226	27 828	39 535	78 687
25	Avances de la Banque Centrale	—	—	—	—	6 073	6 255	9 421	9 240	6 991	35 000
26	Crédits extérieurs affectés à des projets	2 607	2 066	2 604	3 541	2 088	1 430	3 811	5 732	14 139	23 171
27	Autres emprunts	—	—	—	—	1 319	5 554	6 587	5 236	16 455	3 999

Source : Ministère des Finances.

Tableau M **Evolution mensuelle des envois de fonds des travailleurs émigrés**
Millions de dollars des Etats-Unis

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Janvier	12	32	38	83	122	144	71	75	42	83
Février	10	30	42	56	79	73	57	69	43	75
Mars	13	24	40	60	89	69	58	71	73	56
Avril	10	21	35	70	61	80	59	68	56	129
Mai	13	30	45	83	108	68	66	77	62	639
Juin	16	35	51	96	107	82	87	94	66	106
Juillet	26	62	109	180	209	183	111	106	87	101
Août	35	67	119	166	205	172	109	109	109	111
Septembre	36	44	76	105	136	139	99	92	119	111
Octobre	25	44	56	84	95	111	86	81	130	90
Novembre	27	35	50	81	84	90	82	64	96	100
Décembre	49	46	80	119	132	99	96	75	99	95
Total	273	471	740	1 183	1 426	1 312	983	982	983	1 696

Source : Banque Centrale de Turquie.

STATISTIQUES DE BASE :

COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie[1]
POPULATION	Mi-1978	Milliers	14 249	7 510	9 841	23 499	5 105	4 755	53 302	61 310	9 360	223	3 221	56 697[2]	114 898	355	13 937	3 107	4 060	9 820	37 109	8 278	6 337	43 144	55 895	218 548	21 968
Densité au km²	»	Nombre	2	90	323	2	119	16	97	247	71	2	46	188	304	137	412	12	13	107	74	18	153	55	229	23	86
Accroissement moyen annuel net	Mi-1968 à Mi-1978	%	1.7	0.2	0.2	1.3	0.5	0.3	0.7	0.3	0.7	1.0	1.0	0.7	1.3	0.6	0.9	1.3	0.6	0.7	1.2	0.5	0.4	2.5	0.1	0.9	0.9
EMPLOI Emploi civil total	1978	Milliers	5 975	3 015	3 711	9 972	2 414[22]	2 074	20 921	24 679	(3 167)[22]	98[22]	1 033	19 932	54 080	147[22]	4 569	(1 204)	1 854	3 808	12 091	4 115	2 839	14 151[23]	24 610	94 373	9 276[3]
dont: Agriculture, sylviculture, pêche	»	% du total	6.4	10.9	3.2	5.7	9.1	12.3	9.1	6.5	(28.4)	13.7	22.2	15.5	11.7	5.9	6.2	(11.8)	8.7	30.7	20.2	6.1	8.4	55.8	2.7	3.7	36.8
Industrie[4]	»	»	31.6	40.6	36.7	28.7	30.4	34.4	37.1	45.1	(30.3)	38.0	30.9	38.3	35.0	45.1	32.5	(34.1)	31.6	35.3	37.3	33.0	42.7	13.6	39.7	31.2	21.8
Autres activités	»	»	62.0	48.5	60.1	65.6	60.5	53.3	53.8	48.4	(41.3)	48.3	46.9	46.2	53.3	49.0	61.3	(54.1)	59.7	34.0	42.5	60.9	48.9	30.6	57.6	65.1	41.4
PIB aux prix du marché	1978	Milliards de dollars des É-U[11]	110.2	58.1	96.1	206.0	55.5	32.2	470.5	639.2	31.4	2.1	12.2	237.0	980.4	3.4	130.5	18.0	39.7	18.3	147.2	87.2	84.4	48.7	308.2	2 098.6	47.1[5]
Croissance annuelle moyenne en volume[6]	1973 à 1978	%	2.6	2.8	2.2	3.4	1.7	1.7	2.9	1.9	3.6	2.6	3.7	2.1	3.7	0.7	2.4	0.6	4.5	2.4	3.1	1.2	–0.9	6.7	0.9	2.4	6.1
Par habitant	1978	Dollars des É-U[11]	7 734	7 736	9 818	8 766	10 872	6 772	8 827	10 426	3 355	9 417	3 788	4 180	8 533	9 859	9 364	5 753	9 778	1 864	3 967	10 534	13 319	1 129	5 514	9 602	2 140
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1977	% du PIB	23.1	27.2	21.2	22.7	23.3	26.7	22.6	20.9	23.0[8]	27.3	25.0	19.8	29.9	26.0	21.1	22.7[9]	36.6	17.0[24]	20.8	20.5	20.7	25.8	18.1	17.5	34.3
dont: Transports, machines et outillage	»	»	7.4[10]	10.6	6.4	7.6	7.4	10.3	9.3	8.6	8.4	7.6	13.3	8.5	13.8	9.2	8.6	..	13.3	5.5[24]	..	8.5	6.9	..	9.0	7.3	..
Construction de logements	»	»	4.6[10]	..	7.1	6.0	7.7	6.9	6.9	5.9	7.1	5.8	11.7	5.5	6.9	6.6	5.8	..	4.9	2.8[24]	..	4.2	..	3.7	3.3	4.8	..
Croissance annuelle moyenne en volume[6]	1972 à 1977	%	1.0	2.1	2.9	4.5	–0.3	–0.2	1.5	–1.1	–1.4	4.9	1.8	–0.2	4.4	–0.8	0.9	..	8.1	–1.6[21]	2.5	–0.4	–5.0	10.3	–0.6	0.3	7.1
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE[12]	1977	% du PNB	18.3	24.6	21.7	21.3	18.8	27.2	23.4	24.2	19.9	27.1	17.0	22.1	32.2	39.4	23.5	23.6	23.2	11.0	19.8	16.7	26.5	17.2	20.3	17.7	35.2
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS																											
Dépenses courantes en biens et services	1977	% du PIB	16.3	17.3	17.3	20.3	23.9	20.4	14.9	20.0	15.9	11.2	18.6	13.7	19.1	15.0	18.3	18.7	18.7	14.2[24]	10.3	28.5	12.9	14.5	20.8	18.4	17.4
Transferts courants	»	»	9.6	20.6	22.0	12.4	15.8	14.5	24.8	19.5	11.6	..	13.3	22.7	9.2	29.3	30.9	..	24.6	15.8[24]	12.7	24.4	15.3	9.2	15.3	11.6	..
Recettes courantes	»	»	25.9	43.0	41.8	36.4	47.7	43.5	42.2	43.5	29.4	..	35.6	37.4	24.5	53.9	54.0	..	51.2	28.3[24]	26.7	60.9	34.3	21.6	40.5	32.0	43.1
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1978	% du PNB	0.5	0.3	0.6	0.5	0.7	0.2	0.6	0.3	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.3	0.9	..	..	0.9	0.2	..	0.4	0.2	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																											
Consommation privée par habitant	1977	Dollars des É-U[11]	4 000	3 660	5 000	4 870	5 080	3 250	4 450	4 690	1 890	5 200	1 900	2 220	3 510	4 760	4 480	2 590[9]	4 940	1 260	2 251	5 140	6 100	810	2 580	5 600	849
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	1976	Nombre	366	243	279	388[20]	265	218	300	308	55	298	175	283	163	367	273	383	253	107	148	350	281[20]	11	255	505	80
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	1977	»	395[14]	304[14]	313	596[14]	493	409[14]	293[14]	374	238[14]	411[14]	163	285	408	522	422	515[14]	366[14]	118[14]	239[14]	689[14]	634[14]	28[14]	415	718[14]	71
Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1977	»	274[20]	247[16]	286	411[20]	338	306[20]	268[20]	308	126[20]	234[20]	193	224	235[20]	257[16]	279	259[20]	255[20]	65[20]	184[20]	352[20]	273[20]	12[18]	324	571[16]	161[14]
Médecins, pour 1 000 habitants	1976	»	1.4[13]	2.2	2.0	1.7	1.9	1.5	1.5	2.0	2.1	1.6[10]	1.2	2.2	1.2	1.1	1.7	1.3[20]	1.8	1.2	1.8	1.7[20]	1.9	0.6	1.3	1.6	1.4
Taux de scolarisation à plein temps[15]	1977	% du groupe d'âge	45.0	32.0	61.3[20]	66.4[20]	57.4	60.8[20]	54.6	41.5	45.4[20]	..	50.0[14]	40.8[20]	70.9	33.5[20]	62.7	44.8	63.6	33.4[14]	35.5[14]	56.3[14]	68.2[20]	12.7[20]	44.6[20]	72.0[20]	..
Mortalité infantile[17]	1977	Nombre	13.8[14]	16.8	15.3[14]	14.3[20]	8.7	12.0	11.4	15.5	20.3	9.6	15.7	17.7	8.9	10.6	9.5	14.2	10.5[14]	38.9[20]	15.9	8.0	9.8	..	14.1	15.2[14]	36.7[14]
SALAIRES ET PRIX	Accroissement annuel moyen																										
Gains horaires dans l'industrie[18]	1973 à 1978	%	15.7	10.4	13.5	12.2	14.7	14.7	15.2	7.5	24.9	40.5	19.4	22.7	12.0	..	10.5	14.3	14.4	20.0[24]	27.5	11.7	5.5	27.5[23]	16.9	8.6	20.5
Prix à la consommation	»	%	12.8	6.9	9.2	9.2	11.0	13.8	10.7	4.8	15.5	39.8	15.3	17.0	11.3	7.9	7.8	13.8	9.5	19.8	18.8	10.3	4.1	30.0[23]	16.1	8.0	17.4
COMMERCE EXTÉRIEUR																											
Exportations de marchandises, fob	1978	Millions de dollars des É-U[11]	14 364	12 132	44 808[7]	46 152	11 844	8 556	76 464	142 092	3 336	648	5 676	55 956	97 543	—	50 016	3 751	10 044	2 436	13 059	21 720	23 364	2 280	71 676	143 664	5 668
En pourcentage du PIB	»	%	13.0	20.9	46.6	22.4	21.3	26.6	16.3	22.2	10.6	30.9	46.5	23.6	9.9	—	38.3	20.8	25.3	13.3	8.9	24.9	27.7	4.7	23.3	6.8	12.0
Accroissement annuel moyen en volume	1973 à 1978	%	2.8	6.5	3.1	3.5	3.4	2.7	5.3	3.8	9.5	8.0	8.9	8.2	9.2	—	2.5	2.9	7.2	3.2	10.3	–0.3	3.7	–4.6	4.8	3.7	1.4
Importations de marchandises, caf	1978	Millions de dollars des É-U[11]	14 016	15 972	48 360[7]	43 560	14 760	7 848	81 684	120 672	7 560	684	7 116	56 364	79 344	—	52 872	3 870	11 424	5 172	18 664	20 496	23 652	4 548	78 588	173 292	9 983
En pourcentage du PIB	»	%	12.7	27.5	50.3	21.1	26.6	24.4	17.4	18.9	24.1	32.6	58.3	23.8	8.1	—	40.5	21.5	28.8	28.3	12.7	23.5	28.0	9.3	25.5	8.3	21.2
Accroissement annuel moyen en volume	1973 à 1978	%	3.3	4.9	3.4	3.2	1.0	–2.0	4.4	4.3	1.4	2.8	4.8	0.8	–0.2	—	2.7	–3.0	3.0	5.7	0.5	0.5	1.8	1.0	1.4	4.8	3.7
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES[25]	Fin 1978	Millions de dollars des É-U	2 418	6 007	5 908[7]	4 569	3 219	1 266	13 929	53 883	1 171	138	2 689	14 826	33 500	—	7 585	453	2 878	1 845	10 774	4 398	21 561	1 001	17 067	19 584	2 462
En pourcentage des importations de marchandises	En 1978	%	17.3	37.6	12.2	10.5	21.8	16.1	17.1	44.7	15.5	20.2	37.8	26.3	42.2	—	14.3	13.0	25.2	35.7	57.7	21.5	91.2	22.0	21.7	11.3	25.2

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
2 Population résidente totale.
3 Secteur privé et socialisé.
4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
5 Produit social.
6 A prix constants.
7 Y compris le Luxembourg.
8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
9 Année fiscale commençant le 1er avril.
10 1973.
11 Aux prix et taux de change courants.
12 $\left[\frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv.} + \text{Cons. pub.})}{\text{PNB}}\right] \times 100$.
13 1972.
14 1976.
15 Jeunes de 15 à 19 ans.
16 1974.
17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
19 Secteur privé.
20 1975.
21 1971 à 1976.
22 1977.
23 1972 à 1977.
24 Taux de salaire horaire dans l'industrie et les transports à Lisbonne.
25 L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).

NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l' « Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

OECD SALES AGENTS
DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA – ARGENTINE
Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS-AIRES, Tel. 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA – AUSTRALIE
Australia & New Zealand Book Company Pty Ltd.,
23 Cross Street, (P.O.B. 459)
BROOKVALE NSW 2100 Tel. 938-2244

AUSTRIA – AUTRICHE
OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0223) 21 60 46/48
Local Agent:
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM – BELGIQUE
LCLS
44 rue Otlet, B1070 BRUXELLES. Tel. 02-521 28 13

BRAZIL – BRÉSIL
Mestre Jou S.A., Rua Guaipá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261-1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232-07. 32

CANADA
Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 Tel. (514) 937-3519

DENMARK – DANEMARK
Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. Tel. (01) 12 85 70

FINLAND – FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 65-11-22

FRANCE
Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67
Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY – ALLEMAGNE
OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21 60 45-48

GREECE – GRÈCE
Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG
Government Information Services,
Sales and Publications Office, Baskerville House, 2nd floor,
13 Duddell Street, Central Tel. 5-214375

ICELAND – ISLANDE
Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA – INDE
Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA – INDONÉSIE
PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA. Tel. 583467

ITALY – ITALIE
Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari:
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN – JAPON
OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107 Tel. 586-2016

KOREA - CORÉE
Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72-7369

LEBANON – LIBAN
Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429–344425

MALAYSIA – MALAISIE
and/et **SINGAPORE-SINGAPOUR**
University of Malaya Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS – PAYS-BAS
Staatsuitgeverij
Verzendboekhandel Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE Tel. nr. 070-789911
Voor bestellingen: Tel. 070-789208

NEW ZEALAND – NOUVELLE-ZELANDE
The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay, Tel. 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344), Tel. 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Tce (Private Bag), Tel. 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857), Tel. 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
Tel. 78.294

NORWAY – NORVÈGE
J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1 Tel (02) 80 12 60

PAKISTAN
Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PORTUGAL
Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN – ESPAGNE
Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

SWEDEN – SUÈDE
AB CE Fritzes Kungl Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23 89 00

SWITZERLAND – SUISSE
OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0223) 21 60 46/48
Agent local :
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022-31.89.50

TAIWAN – FORMOSE
National Book Company,
84-5 Sing Sung South Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

THAILAND – THAILANDE
Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd.
Samyan, BANGKOK 5 Tel. 2511630

UNITED KINGDOM – ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. Tel. 01-928-6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA – ÉTATS-UNIS
OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON, D.C. 20006.
Tel. (202) 724 1857

VENEZUELA
Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. Tel. 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA – YOUGOSLAVIE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
N° 41554 1980.
(350 UQ 10 80 27 2) ISBN 92-64-22066-6
ISSN 0304-3363

•

IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

Études détaillées du développement économique dans chaque pays de l'OCDE

Abonnement F 240,00 £ 26.60 US $ 60.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.

(350 UQ 10 80 27 2) ISBN 92-64-22066-6
ISSN 0304-3363